

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2009 — 2284

[C — 2009/29357]

30 AVRIL 2009. — Décret concernant la comptabilité des écoles et l'accès à certaines fonctions de sélection et de promotion (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *De l'enseignement organisé par la Communauté française*Section 1^{re}. — *De la fonction de comptable*

Article 1^{er}. A l'article 17, § 1^{er}, 1^o, du décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, est ajouté le point *f*) suivant : « *f*) comptable ».

Art. 2. A l'article 18 du décret du 12 mai 2004 précité, le point 4. est remplacé par les mots suivants :

« 4. Pour la fonction de comptable : au moins un titre du niveau supérieur du premier degré à orientation économique, commerciale, comptable ou en gestion. Le Gouvernement arrête la liste des titres de capacité admis dans ce cadre ».

Art. 3. L'alinéa 4 de l'article 27 du même décret est supprimé.

Art. 4. Dans l'article 49, § 1^{er}, du décret du 12 mai 2004 précité, sont ajoutés les alinéas suivants :

« Pour la fonction de comptable, la durée du stage est de 9 mois. Le stage peut toutefois être prolongé de 3 mois maximum, sur proposition motivée du directeur de l'établissement d'enseignement où le comptable est affecté ou de l'Administrateur général de l'Enseignement et de la Recherche scientifique ou son délégué de rang 15 au moins ».

Art. 5. A l'article 27*bis*, § 1^{er}, alinéa 5, de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1970 fixant le statut pécuniaire du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat sont insérés les mots « et de comptable » après les mots « la fonction d'adjoint administratif ».

Art. 6. Dans l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, sont apportées les modifications suivantes :

1^o L'article 9 est remplacé par la disposition suivante : « Article 9. Le membre du personnel définitif, stagiaire ou temporaire, en activité de service, qui est empêché d'exercer normalement ses fonctions par suite de maladie ou d'infirmité peut obtenir, pour l'ensemble de sa carrière, des congés pour cause de maladie ou d'infirmité à concurrence de trente jours par tranche entamée de douze mois d'ancienneté de service. Le membre du personnel qui ne compte pas trente-six mois d'ancienneté de service peut néanmoins obtenir nonante jours de congé.

Pour le membre du personnel invalide de guerre, les nombres de jours de congé visés à l'alinéa 1^{er} sont portés respectivement à quarante-cinq et à cent trente-cinq.

Le nombre de jours visés à l'alinéa 1^{er} est réduit à due concurrence lorsque le membre du personnel temporaire met fin volontairement à ses fonctions avant le terme de sa désignation.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le dernier traitement d'activité du membre du personnel temporaire visé à l'alinéa précédent est diminué d'une somme égale à la différence entre la rémunération qu'il a obtenue sur la base de l'alinéa 1^{er} et celle à laquelle il aurait pu prétendre en application de l'alinéa 3.

Les congés visés au présent article sont assimilés à des périodes d'activité de service. »;

2^o Dans l'article 20, tel que modifié par l'arrêté royal n^o 72 du 20 juillet 1982, les alinéas 2 et 3 sont supprimés;

3^o Dans l'article 27, tel que modifié par l'arrêté royal n^o 72 du 20 juillet 1982, les alinéas 2 et 3 sont supprimés.

Art. 7. § 1^{er}. Tout remplacement définitif ou temporaire d'un correspondant-comptable ou d'un éducateur-économe s'opère en principe à titre définitif, par admission au stage ou à titre temporaire dans le cadre de la fonction de comptable au sens de l'article 17, § 1, 1^o, *f*) du décret du 12 mai 2004 précité.

§ 2. Toutefois dans l'enseignement secondaire et dans l'enseignement de promotion sociale, avant toute désignation à titre temporaire d'un membre du personnel en qualité de comptable, l'emploi de comptable visé à l'article 3 de l'arrêté royal du 15 avril 1977 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif des établissements d'enseignement secondaire et à l'article 25 de l'arrêté de l'exécutif du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale doit le cas échéant être utilisé dans le cadre des opérations statutaires intervenant dans l'ordre suivant :

1^o Réaffectation ou rappel à l'activité de service des éducateurs-économes en vertu de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements et des comptables en vertu du décret du 12 mai 2004 précité;

2^o Changement d'affectation des éducateurs-économes en vertu de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité;

3^o Nomination en qualité d'éducateur-économe par application de l'article 31, § 2, du présent décret;

4^o Admission au stage en qualité de comptable par application de l'article 31, § 3, du présent décret;

5^o Changement d'affectation des comptables par application du décret du 12 mai 2004 précité;

6^o Admission au stage en qualité de comptable par application du 12 mai 2004 précité;

7^o Désignation à titre temporaire d'un comptable qui a antérieurement été désigné à titre temporaire ou admis au stage et dont l'emploi a été supprimé ou affecté en vertu des dispositions existantes à un autre membre du personnel suite aux opérations statutaires, pour autant qu'outre les conditions visées à l'article 26 du décret du 12 mai 2004 précité, il n'ait pas fait l'objet d'un licenciement ou démissionné volontairement de ses fonctions.

Le Président de la Commission interzonale prévue à l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité communique les informations nécessaires à l'application du présent article au Président de la Commission interzonale du personnel administratif prévue dans le décret du 12 mai 2004 précité.

§ 3. Toutefois dans l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, avant toute désignation à titre temporaire d'un membre du personnel en qualité de comptable, l'emploi de comptable visé à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 2 décembre 1969 fixant les normes de création d'emplois de comptable dans les établissements d'enseignement de l'Etat et à l'article 109 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé doit le cas échéant être utilisé dans le cadre des opérations statutaires intervenant dans l'ordre suivant :

1° Réaffectation ou rappel à l'activité de service des correspondants-comptables et des comptables en vertu du décret du 12 mai 2004 précité;

2° Changement d'affectation des correspondants-comptables et des comptables en vertu du décret du 12 mai 2004 précité;

3° Nomination en qualité de correspondant-comptable par application de l'article 28 du présent décret;

4° Admission au stage en qualité de correspondant-comptable par application de l'article 28 du présent décret;

5° Admission au stage en qualité de comptable par application du décret du 12 mai 2004 précité;

6° Désignation à titre temporaire d'un correspondant-comptable qui a antérieurement été désigné à titre temporaire ou admis au stage dont l'emploi a été supprimé, pour autant qu'outre les conditions visées à l'article 26 du décret du 12 mai 2004 précité, il n'ait pas fait l'objet d'un licenciement ou démissionné volontairement de ses fonctions.

§ 4. Les changements d'affectation visés aux paragraphes 2 et 3 ne peuvent être accordés dans des emplois occupés par des membres du personnel admis au stage.

Tout comptable qui aurait été désigné dans un emploi avant que les opérations statutaires visées aux § 2, 1° à 6°, et § 3, 1° à 6°, aient été réalisées dans le cadre du calendrier qui leur est applicable en vertu des dispositions statutaires, voit sa désignation prendre fin si l'emploi est utilisé dans le cadre de ces opérations.

Section II. — Dispositions modificatives

Sous-section I^{re}. — Modifications au décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection

Art. 8. L'article 10, alinéa 1^{er}, 2° du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection est remplacé par les mots suivants :

« 2° être porteur d'un titre requis du niveau supérieur ou du niveau secondaire supérieur pour l'exercice d'une fonction visée au 1°. »

Art. 9. Dans l'article 12, 1°, du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection, sont apportées les modifications suivantes :

1° Les mots « soit à la fonction de directeur dans l'enseignement secondaire du degré inférieur » sont ajoutés entre les mots « sous-directeur de l'enseignement secondaire du degré inférieur » et les mots « soit à la fonction de professeur de cours généraux »;

2° Les mots « soit à la fonction de surveillant-éducateur, de surveillant-éducateur d'internat, d'éducateur-économiste, de secrétaire de direction et d'administrateur » sont ajoutés.

Art. 10. Dans l'article 13 du même décret, est ajouté l'alinéa suivant :

« Toutefois, les proviseurs ou sous-directeurs et les sous-directeurs de l'enseignement secondaire inférieur nommés à titre définitif qui ont eu accès à ces fonctions à partir d'une des fonctions du personnel auxiliaire d'éducation ne peuvent accéder à la fonction de préfet des études ou directeur. »

Art. 11. Dans l'article 14, 1°, du même décret, les mots « soit à la fonction de surveillant-éducateur, de surveillant-éducateur d'internat, d'éducateur-économiste, de secrétaire de direction et d'administrateur » sont ajoutés.

Art. 12. Dans l'article 15 du même décret, est ajouté l'alinéa suivant :

« Toutefois, les sous-directeurs de l'enseignement secondaire inférieur nommés à titre définitif qui ont eu accès à cette fonction à partir d'une des fonctions du personnel auxiliaire d'éducation ne peuvent accéder à la fonction de directeur de l'enseignement secondaire inférieur ».

Art. 13. Dans l'article 19 alinéa 1^{er} du même décret, les termes « de proviseur ou sous-directeur » et les termes « de sous-directeur dans l'enseignement secondaire inférieur » sont supprimés.

Art. 14. Un article 19bis nouveau libellé comme suit est inséré dans le même décret :

« Article 19bis. - Les brevets de proviseur ou sous-directeur, de sous-directeur dans l'enseignement secondaire inférieur, sont délivrés au terme de deux sessions de formation sanctionnées chacune par une épreuve distincte.

La première session de formation vise à développer chez les candidats :

1° Des aptitudes relationnelles, en particulier la gestion des ressources humaines : communication interne et externe, prise de parole en public, prise de décision, l'animation du Conseil de participation, la gestion des conflits, techniques de négociation, techniques d'évaluation du personnel, conduite et motivation des groupes, intégration de l'action éducative des partenaires extérieurs à l'école (association de parents, service d'aide à la jeunesse, académies, associations, etc.);

2° L'acquisition d'une méthode d'évaluation de sa propre action.

La deuxième session vise à développer chez les candidats l'aptitude à maîtriser à livre ouvert les matières législatives et réglementaires ainsi que le développement des capacités de gestion administrative. ».

Art. 15. Dans l'article 21, alinéa 1^{er}, du décret du 4 janvier 1999 précité, les termes « les brevets d'éducateur-économiste et » sont remplacés par les termes « le brevet », et les termes « sont délivrés » sont remplacés par les termes « est délivré ».

Sous-section II. — Modifications à l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement et les fonctions de sélection dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie du personnel auxiliaire d'éducation des établissements d'enseignement de l'Etat

Art. 16. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement et les fonctions de sélection dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie du personnel auxiliaire d'éducation des établissements d'enseignement de l'Etat, est complété par l'alinéa suivant :

« Peuvent également accéder à la fonction d'administrateur, les proviseurs ou sous-directeurs et les sous-directeurs de l'enseignement secondaire inférieur nommés à titre définitif qui ont accédé à l'une de ces fonctions à partir d'une fonction du personnel auxiliaire d'éducation. »

Sous-section III. — Modifications à l'arrêté royal du 15 juillet 1969 fixant les attributions des administrateurs, éducateurs-économistes et secrétaires de direction dans les établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique et normal de l'Etat

Art. 17. Dans l'intitulé de l'arrêté royal du 15 juillet 1969 fixant les attributions des administrateurs, éducateurs-économistes et secrétaires de direction dans les établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique et normal de l'Etat, les termes « éducateurs-économistes » sont remplacés par les termes « comptables ».

Art. 18. A l'article 2 du même arrêté, les mots « L'éducateur-économiste » sont remplacés par les mots « Le comptable » et les mots « l'éducateur-économiste » sont remplacés par les mots « le comptable ».

Art. 19. Dans l'article 2 du même arrêté est inséré un nouvel alinéa libellé en ces termes : « A titre transitoire, par « comptable » il y a lieu d'entendre « éducateur-économiste » tant que des membres du personnel auxiliaire d'éducation exercent encore cette fonction à titre temporaire ou à titre définitif en vertu des dispositions statutaires prévues dans le décret du 30 avril 2009 concernant la comptabilité des écoles et l'accès à certaines fonctions de sélection et de promotion ».

Sous-section IV. — Modifications à l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

Art. 20. Dans l'article 50 § 1^{er}, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Un membre du personnel nommé à titre définitif dans une fonction de sélection ou de promotion peut, à sa demande, obtenir une nouvelle affectation dans un emploi vacant

a) D'une fonction de recrutement qu'il a auparavant exercée à titre définitif

b) D'une fonction de sélection qu'il a auparavant exercée à titre définitif ou à laquelle donne accès une fonction de recrutement qu'il a auparavant exercée à titre définitif

c) D'une fonction de promotion qu'il a auparavant exercée à titre définitif ou à laquelle donne accès une fonction de recrutement qu'il a auparavant exercée à titre définitif ».

Sous-section V. — Modifications à l'arrêté royal du 23 novembre 1970 fixant les attributions des proviseurs et des sous-directeurs des établissements d'enseignement de l'Etat

Art. 21. Le dernier alinéa de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 23 novembre 1970 fixant les attributions des proviseurs et des sous-directeurs des établissements d'enseignement de l'Etat, est complété comme suit : « Ce remplacement vise les absences occasionnelles du chef d'établissement et n'empêche aucun droit statutaire à la désignation à titre temporaire, à l'admission au stage ou à la nomination à titre définitif comme chef d'établissement de l'école considérée. »

Sous-section VI. — Modifications à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 juillet 2002 précisant les attributions et définissant les profils de fonction des titulaires d'une fonction de promotion et de sélection en application de l'article 18 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection

Art. 22. A l'annexe 5 du même arrêté, le titre du point 2. est remplacé par le titre suivant : « 2. La gestion éducative ».

Art. 23. L'article 8 et l'annexe 8 du même arrêté sont abrogés au départ définitif du dernier éducateur-économiste en fonction en vertu du décret du 30 avril 2009 concernant la comptabilité des écoles et l'accès à certaines fonctions de sélection et de promotion.

Sous-section VII. — Modifications à l'arrêté royal du 22 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement dont doivent être titulaires les membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical des établissements de l'enseignement de l'Etat, pour pouvoir être nommés aux fonctions de sélection

Art. 24. Dans l'article 2 de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement dont doivent être titulaires les membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical des établissements de l'enseignement de l'Etat, pour pouvoir être nommés aux fonctions de sélection, la rubrique « Educateur-Economiste » est supprimée.

Sous-section VIII. — Modifications au décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques

Art. 25. Dans le décret du 8 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du Service général de l'Inspection et des Conseillers pédagogiques, sont apportées les modifications suivantes :

1° La rubrique « 20. Inspecteur du personnel auxiliaire d'éducation » de l'annexe est remplacée comme suit :

20. Inspecteur du personnel/Auxiliaire d'éducation :

a) Surveillant-éducateur (Titre requis pour la fonction de surveillant-éducateur, de surveillant-éducateur d'internat ou de secrétaire-bibliothécaire);

b) Educateur-économiste, secrétaire de direction, administrateur (Titre requis visé au point a));

c) Provisoire, sous-directeur ou sous-directeur de l'enseignement secondaire inférieur, à condition d'avoir accédé à l'une de ces fonctions à partir d'une fonction du personnel auxiliaire d'éducation (Titre requis visé au point a)).

2° L'article 166 du même décret dont le texte actuel formera le § 1^{er}, est complété par le § 2, suivant :

« § 2. Pour l'application du présent décret, est considéré comme porteur du titre requis indiqué dans le tableau repris à l'annexe au présent décret au regard de la fonction d'inspecteur de morale dans l'enseignement secondaire à conférer, le membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif à la fonction de professeur de morale dans l'enseignement secondaire du degré supérieur avant le 1^{er} janvier 2007 sur la base du titre requis exigé pour l'exercice de cette dernière fonction avant cette même date ainsi que le membre du personnel qui a bénéficié de l'application des dispositions de l'article 8, § 7, du décret du 11 mai 2007 modifiant certaines dispositions en matière de titres requis et de titres jugés suffisants dans l'enseignement. »

Sous-section IX. — Modifications au décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs

Art. 26. Dans le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'article 133, § 1^{er}, alinéa 5, les termes « de manière ininterrompue depuis au moins deux ans au » sont remplacés par les termes « au plus tard au »;

2° A l'article 133, § 2, alinéa 5, les termes « de manière ininterrompue depuis au moins deux ans au » sont remplacés par les termes « au plus tard au » et les termes « aux trois modules de la formation visée à l'article 17, § 1^{er} » sont remplacés par les termes « à la formation visée à l'article 17 »;

3° A l'article 133, § 2, est inséré un nouvel alinéa disposant ce qui suit : « Les membres du personnel disposant d'un titre autre que celui d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur et désignés dans la fonction de directeur d'établissement de promotion sociale depuis au plus tard le 1^{er} septembre 2008 sont réputés remplir la condition de l'article 97, alinéa 1^{er}, 5^o. »;

4° A l'article 140, § 1^{er}, du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, un nouvel alinéa est inséré, disposant ce qui suit :

« Les membres du personnel titulaires d'un titre d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur désignés dans une fonction de directeur dans l'enseignement de promotion sociale en vertu de l'article 13, § 1^{er}, 4, b), 4^o de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale avant le 1^{er} septembre 2007, peuvent également bénéficier des dispositions de l'alinéa précédent. »

Section III. — Dispositions transitoires

Art. 27. Dans le courant du mois de mai 2009, un appel aux candidats complémentaire est lancé pour la fonction de comptable conformément à l'article 28 du décret du 12 mai 2004 précité pour la rentrée scolaire 2009-2010.

Art. 28. Dans l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, un membre du personnel ne peut être recruté dans un emploi de la fonction de comptable visée à l'article 17, § 1^{er}, 1^o, f) du décret du 12 mai 2004 précité au sein d'un établissement qu'à partir du moment où le membre du personnel titulaire à titre temporaire, en tant que stagiaire ou à titre définitif de la fonction de correspondant-comptable au sein de cet établissement cesse définitivement l'exercice de ses fonctions.

A titre transitoire, tout membre du personnel désigné à titre temporaire, admis au stage ou nommé à titre définitif dans la fonction de correspondant-comptable à la date de l'entrée en vigueur du présent décret reste soumis à l'application du décret du 12 mai 2004 précité.

Art. 29. Par dérogation à l'article 39, 5^o du décret du 12 mai 2004 précité, le membre du personnel nommé à titre définitif à la fonction de correspondant-comptable, est nommé à titre définitif à la fonction de comptable à la date où il réussit l'épreuve de recrutement relative à la fonction de comptable organisée en vertu de l'article 43, § 1^{er}, du décret du 12 mai 2004 précité, et reste affecté dans l'établissement où il est affecté ou affecté à titre principal ou dans les établissements où il est affecté à titre principal et à titre complémentaire.

Pour l'application du présent article, le membre du personnel nommé à titre définitif à la fonction de correspondant-comptable peut s'inscrire à l'épreuve de recrutement relative à la fonction de comptable organisée en vertu de l'article 43, § 1^{er}, du décret du 12 mai 2004 précité par dérogation à l'article 39, alinéa 2 du même décret.

Art. 30. § 1^{er}. Le correspondant-comptable nommé à titre définitif qui a le titre requis prévu à l'article 2 du décret du 30 avril 2009 concernant la comptabilité des écoles et l'accès à certaines fonctions de sélection et de promotion est nommé à la date d'entrée en vigueur de celui-ci dans la fonction de comptable organisée en vertu de l'article 43, § 1^{er}, du décret du 12 mai 2004 précité, et reste affecté dans l'établissement où il est affecté ou affecté à titre principal ou dans les établissements où il est affecté à titre principal et à titre complémentaire.

§ 2. Le correspondant-comptable temporaire qui a le titre requis prévu à l'article 2 du décret du 30 avril 2009 concernant la comptabilité des écoles et l'accès à certaines fonctions de sélection et de promotion est réputé désigné dans la fonction de comptable organisée en vertu de l'article 43, § 1^{er}, du décret du 12 mai 2004 précité. Les services prestés antérieurement en qualité de correspondant comptable sont assimilés à des services rendus dans la fonction de comptable.

Art. 31. § 1^{er}. Les éducateurs-économistes nommés à titre définitif avant l'entrée en vigueur du présent décret restent nommés à titre définitif dans cette fonction et poursuivent leur carrière en qualité de membres du personnel auxiliaire d'éducation conformément aux dispositions antérieures.

§ 2. Les membres du personnel désignés à titre temporaire dans la fonction d'éducateur-économiste, ou de surveillant-éducateur chargé de la comptabilité de l'internat ou du home d'accueil, à la veille de la date d'entrée en vigueur du présent décret et qui répondent à cette date aux conditions de l'article 8 du décret du 4 janvier 1999 précité ou de l'article 83 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, continuent à bénéficier de leur désignation à titre temporaire en cette qualité :

a) Soit jusqu'à la réussite du brevet d'éducateur-économiste; A cette fin, le Gouvernement organise encore deux fois les sessions de formation et épreuves y relatives du brevet d'éducateur-économiste organisées en vertu de l'article 21 du décret du 4 janvier 1999 précité avant sa modification par le présent décret et la ou les unités de formations et épreuves y relatives organisées en vertu de l'article 83, alinéa 1^{er}, 7^o de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, et lance ensuite les appels aux candidats en vue de la nomination conformément au prescrit du décret du 4 janvier 1999 ou de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précités. Les membres du personnel nommés à titre définitif en qualité d'éducateur-économiste sur cette base poursuivent leur carrière en qualité de personnel auxiliaire d'éducation conformément aux dispositions antérieures. Les membres du personnel concernés peuvent présenter deux fois les épreuves du brevet d'éducateur-économiste.

b) Soit s'ils ne sont toujours pas en possession du brevet après les deux sessions de formation et épreuves visées au point a., jusqu'à ce qu'un membre du personnel vienne statutairement revendiquer leur emploi.

§ 3. Les membres du personnel désignés à titre temporaire dans la fonction d'éducateur-économiste ou de surveillant-éducateur chargé de la comptabilité de l'internat ou du home d'accueil à la veille de la date d'entrée en vigueur du présent décret et qui ne répondent pas aux conditions de l'article 8 du décret du 4 janvier 1999 précité ou de l'article 83, alinéa 1^{er}, 7^o de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, sont réputés désignés à titre temporaire en qualité de comptable au sens de l'article 17, § 1^{er}, 1^o, f) du décret du 12 mai 2004 précité tel que modifié par le présent décret. Ils continuent à bénéficier de leur désignation à titre temporaire en cette qualité :

a) Soit jusqu'à la réussite de l'épreuve de recrutement relative à la fonction de comptable organisée en vertu de l'article 43, § 1^{er}, du décret du 12 mai 2004 précité; dans ce cas, ils peuvent être admis au stage dans la fonction de comptable conformément à l'article 37 du décret du 12 mai 2004 précité, et ce par dérogation à l'article 39, 5^o du même décret.

Les membres du personnel concernés peuvent présenter deux fois l'épreuve de recrutement relative à la fonction de comptable.

b) Soit s'ils n'ont toujours pas réussi après les deux épreuves visées au point a., jusqu'à ce qu'un membre du personnel vienne statutairement revendiquer leur emploi.

Art. 32. Dans l'enseignement secondaire et dans l'enseignement de promotion sociale, le recrutement d'un comptable au sens de l'article 17, § 1^{er}, 1^o, f) du décret du 12 mai 2004 précité tel que modifié par le présent décret au sein d'un établissement, n'intervient qu'au départ définitif de l'éducateur-économiste du même établissement nommé sur la base des anciennes dispositions et après les opérations de réaffectation ou de changement d'affectation d'un éducateur-économiste nommé à titre définitif.

Art. 33. Les éducateurs-économistes en fonction à titre temporaire ou à titre définitif dans les établissements d'enseignement organisé par la Communauté française après l'entrée en vigueur du présent décret continuent à assurer les missions de gestion matérielle et comptable visées à l'article 2 alinéa 1^{er} et 2 de l'arrêté royal du 15 juillet 1969 fixant les attributions des administrateurs, comptables et secrétaires de direction dans les établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique et normal de l'Etat, et ce conformément à l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 juillet 2002 précité.

CHAPITRE II. — De l'enseignement subventionné par la Communauté française

Section 1^{re}. — De l'enseignement officiel subventionné

Art. 34. A l'article 4, 2^o, premier alinéa du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiaire de l'enseignement officiel subventionné, est ajouté un alinéa nouveau libellé comme suit :

« Par dérogation au 1^{er} alinéa, la fonction d'éducateur-économiste est classée en fonction de sélection de la catégorie du personnel auxiliaire d'éducation. »

Art. 35. Dans l'article 29bis du décret du 6 juin 1994 précité sont apportées les modifications suivantes :

1^o Au § 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant : « Un membre du personnel nommé à titre définitif dans une fonction de sélection ou de promotion auprès d'un pouvoir organisateur peut, s'il le demande et avec l'accord du pouvoir organisateur, être nommé à titre définitif dans un emploi définitivement vacant :

a) D'une fonction de recrutement qu'il a auparavant exercée à titre définitif;

b) D'une fonction de sélection qu'il a auparavant exercée à titre définitif ou à laquelle donne accès une fonction de recrutement qu'il a auparavant exercée à titre définitif;

c) D'une fonction de promotion qu'il a auparavant exercée à titre définitif à laquelle donne accès une fonction de recrutement qu'il a auparavant exercée à titre définitif par un pouvoir organisateur auprès duquel il a déjà bénéficié d'une nomination à titre définitif.

2^o Au § 2, l'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant : « Un membre du personnel nommé à titre définitif dans une fonction de sélection ou de promotion auprès d'un pouvoir organisateur peut, s'il le demande et avec l'accord du pouvoir organisateur être nommé à titre définitif dans un emploi définitivement vacant :

a) D'une fonction de recrutement qu'il a auparavant exercée à titre définitif;

b) D'une fonction de sélection qu'il a auparavant exercée à titre définitif ou à laquelle donne accès une fonction de recrutement qu'il a auparavant exercée à titre définitif;

c) D'une fonction de promotion qu'il a auparavant exercée à titre définitif ou à laquelle donne accès une fonction de recrutement qu'il a auparavant exercée à titre définitif par un pouvoir organisateur autre que ceux visés au § 1^{er}, si aucun des membres de ce dernier n'est prioritaire. »

Art. 36. Dans l'article 40 du décret du 6 juin 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° Dans l'alinéa 1^{er}, le 1° est complété des mots suivants « Toutefois, en ce qui concerne l'accès aux fonctions de proviseur, de sous-directeur et de sous-directeur au degré inférieur, l'ancienneté de service de six ans au sein du pouvoir organisateur peut être acquise tant dans une fonction de la catégorie du personnel directeur et enseignant que dans une fonction de personnel auxiliaire d'éducation »;

2° Il est inséré deux nouveaux alinéas libellés comme suit :

« Pour les fonctions de sélection du personnel auxiliaire d'éducation, un membre du personnel recruté par le pouvoir organisateur en vertu de l'article 44, § 5, peut également être nommé à titre définitif dans ladite fonction s'il répond aux conditions suivantes :

1° Etre belge ou ressortissant d'un pays membre des Communautés européennes, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

2° Jouir des droits civils et politiques;

3° Etre porteur d'un titre de capacité visé à l'article 44, § 5;

4° Satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

5° Etre de conduite irréprochable;

6° Satisfaire aux lois sur la milice;

7° Compter, au sein du pouvoir organisateur, 600 jours d'ancienneté de service répartis sur trois années scolaires au moins, dont 300 jours dans la fonction auprès du pouvoir organisateur répartis sur deux années scolaires au moins.

Peuvent être pris en considération dans les 600 jours d'ancienneté de service les services prestés dans la catégorie du personnel administratif.

8° Occuper l'emploi en fonction principale;

9° Avoir répondu à l'appel aux candidats visé à l'article 39bis;

10° Avoir suivi une formation spécifique sanctionnée par un certificat de fréquentation;

11° Ne pas avoir fait l'objet d'un rapport défavorable définitif établi avant le 1^{er} mai par le pouvoir organisateur ou son délégué, conformément à l'article 30, § 1^{er}, alinéa 3, du présent décret.

Le membre du personnel désigné à titre temporaire dans une fonction de sélection du personnel auxiliaire d'éducation en vertu des articles 43 ou 44, §§ 1^{er} à 4, détenteur d'un titre de capacité visé à l'article 44, § 5, pour la fonction considérée peut bénéficier de l'alinéa 4 du présent article si celui-ci lui permet d'accéder plus rapidement à la nomination à titre définitif.

Art. 37. Dans l'article 42 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

a) Au § 1^{er}, les termes « alinéa 1^{er} ou alinéa 4 » sont ajoutés après les termes « article 40 »; et les termes « sauf application de l'article 44, § 4, » sont insérés entre le terme « reste » et le terme « titulaire »;

b) Au § 2, les termes « les conditions visées à l'article 40, 5° et 6° » sont remplacés par les termes « les conditions visées à l'article 40, alinéa 1^{er}, 5° et 6°, et à l'article 40, alinéa 4, 9° et 10° ».

Art. 38. Dans l'article 43, alinéa 1^{er}, du même décret, les termes « de l'article 40 » sont remplacés par les termes « de l'article 40, alinéa 1^{er} ».

Art. 39. Dans l'article 44 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° Aux § 1^{er}, alinéa 1^{er} et alinéa 3; § 2, alinéa 2; § 3, alinéa 4 et § 4, alinéa 2 les termes « article 40 » sont remplacés par les termes « article 40, alinéa 1^{er} »;

2° Il est inséré un nouveau § 5 libellé comme suit :

« § 5. Pour la catégorie du personnel auxiliaire d'éducation, le pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir confier temporairement une fonction de sélection d'éducateur-économiste ou de secrétaire de direction à un membre du personnel conformément aux dispositions qui précèdent peut recruter une personne répondant aux conditions suivantes :

1° Etre belge, ou ressortissant d'un pays membre des Communautés européennes sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

2° Jouir des droits civils et politiques;

3° Etre porteur d'un des titres de capacité suivants :

a) Pour la fonction d'éducateur-économiste : un titre du niveau supérieur du premier degré au moins à orientation économique, commerciale, comptable ou en gestion;

b) Pour la fonction de secrétaire de direction : un titre du niveau supérieur du premier degré au moins à orientation secrétariat, en droit ou en administration. Le Gouvernement arrête la liste des titres de capacité admis dans ce cadre.

4° Remettre, lors de la première entrée en fonction, un certificat médical, daté de moins de six mois, attestant que le candidat se trouve dans des conditions de santé telles qu'il ne puisse mettre en danger celle des élèves et des autres membres du personnel;

5° Satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

6° Etre de conduite irréprochable;

7° Satisfaire aux lois sur la milice;

8° Avoir répondu à l'appel aux candidats.

La personne recrutée en vertu de l'alinéa 1^{er} est désignée à titre temporaire dans la fonction d'éducateur-économiste ou de secrétaire de direction respectivement auprès du pouvoir organisateur, jusqu'à ce qu'elle remplisse les conditions de l'article 40, alinéa 4 ou le cas échéant de l'article 40, alinéa 1^{er} et si entre-temps, le pouvoir organisateur ne l'a pas licencié de cette fonction. »

Section II. — De l'enseignement libre subventionné

Art. 40. A l'article 3, § 2, du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné est ajouté un alinéa nouveau libellé comme suit :

« Par dérogation au 1^{er} alinéa, la fonction d'éducateur-économiste est classée en fonction de sélection de la catégorie du personnel auxiliaire d'éducation. »

Art. 41. Dans l'article 41^{ter} du même décret, les deux premiers alinéas sont remplacés comme suit :

« Un membre du personnel engagé à titre définitif dans une fonction de sélection ou de promotion auprès d'un pouvoir organisateur peut, s'il le demande et avec l'accord du pouvoir organisateur, être engagé à titre définitif dans un emploi définitivement vacant :

- a) D'une fonction de recrutement qu'il a auparavant exercée à titre définitif;
- b) D'une fonction de sélection qu'il a auparavant exercée à titre définitif ou à laquelle donne accès une fonction de recrutement qu'il a auparavant exercée à titre définitif;
- c) D'une fonction de promotion qu'il a auparavant exercée à titre définitif à laquelle donne accès une fonction de recrutement qu'il a auparavant exercée à titre définitif par un pouvoir organisateur auprès duquel il a déjà bénéficié d'un engagement à titre définitif dans une fonction de recrutement, de sélection ou de promotion conformément aux dispositions de l'article 29^{quater}, 1^o.

Un membre du personnel engagé à titre définitif dans une fonction de sélection ou de promotion auprès d'un pouvoir organisateur peut, s'il le demande et avec l'accord du pouvoir organisateur être engagé à titre définitif dans un emploi définitivement vacant :

- a) D'une fonction de recrutement qu'il a auparavant exercée à titre définitif;
- b) D'une fonction de sélection qu'il a auparavant exercée à titre définitif ou à laquelle donne accès une fonction de recrutement qu'il a auparavant exercée à titre définitif;
- c) D'une fonction de promotion qu'il a auparavant exercée à titre définitif ou à laquelle donne accès une fonction de recrutement qu'il a auparavant exercée à titre définitif par un pouvoir organisateur autre que ceux visés à l'alinéa 1^{er}, conformément aux dispositions de l'article 29^{quater}, 3^o.

Art. 42. Dans l'article 51 du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, sont apportées les modifications suivantes :

1^o Dans l'alinéa 1^{er}, le point 1^o est complété des mots suivants : « Toutefois, en ce qui concerne l'accès aux fonctions de sous-directeur et de sous-directeur au degré inférieur, l'ancienneté de service de six ans au sein de l'enseignement subventionné peut être acquise tant dans une fonction de la catégorie du personnel directeur et enseignant que dans une fonction de personnel auxiliaire d'éducation.

2^o Il est inséré deux nouveaux alinéas libellés comme suit :

« Pour les fonctions de sélection du personnel auxiliaire d'éducation, un membre du personnel recruté par le pouvoir organisateur en vertu de l'article 54^{sexies} peut également être engagé à titre définitif dans une fonction de sélection s'il répond aux conditions suivantes :

1^o Etre Belge ou ressortissant d'un pays membre des Communautés européennes, sauf dérogation accordée par l'Exécutif;

2^o Jouir des droits civils et politiques;

3^o Etre porteur d'un titre de capacité visé à l'article 54^{sexies};

4^o Satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

5^o Etre de conduite irréprochable;

6^o Satisfaire aux lois sur la milice;

7^o Compter, dans l'enseignement subventionné, 720 jours d'ancienneté de service répartis sur trois années scolaires au moins, dont 360 jours dans la fonction auprès du pouvoir organisateur répartis sur deux années scolaires au moins.

Par dérogation à l'article 1^{er}, § 2, 1^o, du présent décret, peuvent être pris en considération dans les 720 jours d'ancienneté de service les services prestés dans la catégorie du personnel administratif;

8^o Occuper l'emploi en fonction principale;

9^o Avoir répondu à l'appel aux candidats visé à l'article 50^{bis};

10^o Avoir suivi une formation spécifique sanctionnée par un certificat de fréquentation;

11^o Ne pas avoir fait l'objet d'un rapport défavorable définitif établi avant le 1^{er} mai par le pouvoir organisateur ou son délégué, conformément à l'article 42, § 3, du présent décret.

Le membre du personnel engagé à titre temporaire dans une fonction de sélection du personnel auxiliaire d'éducation en vertu des articles 54 ou 54^{bis}, détenteur d'un titre de capacité visé à l'article 54^{sexies} pour la fonction considérée peut bénéficier de l'alinéa 2 du présent article si celui-ci lui permet d'accéder plus rapidement à l'engagement à titre définitif. »

Art. 43. Dans l'article 53 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

a) Au § 1^{er}, alinéa 1, les termes « alinéa 1^{er} ou alinéa 2 » sont insérés entre les termes « article 51 » et les termes « au moment de l'engagement »;

b) Au § 1^{er}, alinéa 2, les termes « sauf application de l'article 54^{sexies}, » sont insérés entre le terme « reste » et le terme « titulaire »;

c) Au § 2, les termes « les conditions visées à l'article 51, 5^o et 6^o, » sont remplacés par les termes « les conditions visées à l'article 51, alinéa 1^{er}, 5^o et 6^o, et à l'article 51, alinéa 2, 9^o et 10^o ».

Art. 44. Dans l'article 54, alinéa 1^{er}, du même décret, les termes « de l'article 51 » sont remplacés par les termes « de l'article 51, alinéa 1^{er} ».

Art. 45. Dans le même décret, à l'article 54^{bis}, § 1^{er}, alinéa 1^{er} et alinéa 3; § 2, alinéa 2 et alinéa 3; § 3, alinéa 3 et 4; § 4, alinéa 1^{er}, b), alinéa 2, alinéa 5 et alinéa 6; les termes « article 51 » sont remplacés par les termes « article 51, alinéa 1^{er} ».

Art. 46. Il est inséré un nouvel article 54^{sexies} dans le même décret libellé comme suit :

« Article 54^{sexies}. Pour les fonctions de sélection du personnel auxiliaire d'éducation, le pouvoir organisateur peut, dans le cadre de l'application des articles du présent chapitre, mettre en concurrence la candidature des membres du personnel répondant aux conditions des articles 51 alinéa 1^{er} et 54^{bis} avec celle de personnes répondant aux conditions suivantes :

1° Etre belge, ou ressortissant d'un pays membre des Communautés européennes sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

2° Jouir des droits civils et politiques;

3° Etre porteur d'un des titres de capacité suivants :

a) Pour la fonction d'éducateur-économe : un titre du niveau supérieur du premier degré au moins à orientation économique, commerciale, comptable ou en gestion;

b) Pour la fonction de secrétaire de direction : un titre du niveau supérieur du premier degré au moins à orientation secrétariat, en droit ou en administration Le Gouvernement arrête la liste des titres de capacité admis dans ce cadre.

4° Remettre, lors de la première entrée en fonction, un certificat médical, daté de moins de six mois, attestant que le candidat se trouve dans des conditions de santé telles qu'il ne puisse mettre en danger celle des élèves et des autres membres du personnel;

5° Satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

6° Etre de conduite irréprochable;

7° Satisfaire aux lois sur la milice;

8° Avoir répondu à l'appel aux candidats.

La personne recrutée en vertu de l'alinéa 1^{er} est engagée à titre temporaire dans la fonction de sélection considérée auprès du pouvoir organisateur, jusqu'à ce qu'elle remplisse les conditions de l'article 51, alinéa 2 ou le cas échéant de l'article 51, alinéa 1^{er} et si entre-temps, le pouvoir organisateur ne l'a pas licencié de cette fonction de sélection selon les dispositions du Chapitre VIII. »

CHAPITRE III. — Modifications au décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs

Art. 47. Dans le tableau I du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, sont apportées les modifications suivantes :

1° A la rubrique « sous-directeur de l'enseignement secondaire inférieur » :

a) Est insérée une nouvelle rubrique c) dans la colonne « 2. Fonction exercée » dans les termes suivants : « c) Fonction de recrutement ou de sélection, de la catégorie du personnel auxiliaire d'éducation »;

b) Est insérée une nouvelle rubrique c) dans la colonne « 3. Titres de capacité » dans les termes suivants : « c) Un des titres requis ou un des titres jugés suffisants du groupe A pour la fonction de surveillant-éducateur, pour autant qu'il s'agisse d'un titre du niveau supérieur du 1^{er} degré au moins complété par un titre pédagogique »;

2° A la rubrique « proviseur ou sous-directeur » :

a) Est insérée une nouvelle rubrique d) dans la colonne « 2. Fonction exercée » dans les termes suivants : « d) Fonction de recrutement ou de sélection, de la catégorie du personnel auxiliaire d'éducation »;

b) Est insérée une nouvelle rubrique d) dans la colonne « 3. Titre(s) de capacité » dans les termes suivants : « d) Un des titres requis ou un des titres jugés suffisants du groupe A pour la fonction de surveillant-éducateur, pour autant qu'il s'agisse d'un titre du niveau supérieur du 1^{er} degré au moins complété par un titre pédagogique »;

3° A la rubrique « sous-directeur de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit » :

a) Est inséré un « a) » dans la colonne « 2. Fonction exercée » devant les mots « Fonction de recrutement du personnel enseignant dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit »; b) est inséré un « a) » dans la colonne « 3. Titre(s) de capacité » devant les mots « Un des titres requis pour une des fonctions visées dans la colonne 2 »;

b) Est insérée une nouvelle rubrique b) dans la colonne « 2. Fonction exercée » dans les termes suivants : « b) Fonction de recrutement ou de sélection, de la catégorie du personnel auxiliaire d'éducation »;

c) Est insérée une nouvelle rubrique b) dans la colonne « 3. Titre(s) de capacité » dans les termes suivants : « b) Un des titres requis ou un des titres jugés suffisants du groupe A pour la fonction de surveillant-éducateur, pour autant qu'il s'agisse d'un titre du niveau supérieur du 1^{er} degré au moins complété par un titre pédagogique ».

CHAPITRE IV. — Dispositions transitoires

Section I^{re}. — De l'enseignement libre subventionné

Art. 48. Les membres du personnel engagés à titre définitif dans une fonction de sélection de la catégorie du personnel auxiliaire d'éducation sur base des dispositions transitoires prévues dans les décrets du 19 juillet 2007 portant diverses mesures relatives à l'organisation de la rentrée scolaire 2007-2008 et du 18 juillet 2008 modifiant le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs sont réputés engagés à titre définitif en vertu des dispositions prévues respectivement à l'article 51, alinéa 1^{er} ou alinéa 2 du décret du 1^{er} février 1993 précité tel que modifié par le présent décret.

Art. 49. Les membres du personnel engagés à titre temporaire dans une fonction de sélection de la catégorie du personnel auxiliaire d'éducation sur base des dispositions transitoires prévues dans les décrets du 19 juillet 2007 portant diverses mesures relatives à l'organisation de la rentrée scolaire 2007-2008 et du 18 juillet 2008 modifiant le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs ou sur base des dispositions en vigueur avant le 1^{er} septembre 2007 pourront être engagés à titre définitif dès qu'ils rempliront l'ensemble des conditions d'engagement à titre définitif pour la fonction considérée prévues respectivement à l'article 51, alinéa 1^{er} ou alinéa 2, sauf 9° du décret du 1^{er} février 1993 précité tel que modifié par le présent décret.

En ce qui concerne l'article 51, alinéa 2, 3°, la condition est également remplie si le membre du personnel a rempli les conditions de titre exigées précédemment par l'article 140, § 3, du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs.

Section II. — De l'enseignement officiel subventionné

Art. 50. Les membres du personnel nommés à titre définitif dans une fonction de sélection de la catégorie du personnel auxiliaire d'éducation sur base des dispositions transitoires prévues dans les décrets du 19 juillet 2007 portant diverses mesures relatives à l'organisation de la rentrée scolaire 2007-2008 et du 18 juillet 2008 modifiant le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs sont réputés nommés à titre définitif en vertu des dispositions prévues respectivement à l'article 40, alinéa 1^{er} ou alinéa 4 du décret du 6 juin 1994 précité tel que modifié par le présent décret.

Art. 51. Les membres du personnel désignés à titre temporaire dans une fonction de sélection de la catégorie du personnel auxiliaire d'éducation sur base des dispositions transitoires prévues dans les décrets du 19 juillet 2007 portant diverses mesures relatives à l'organisation de la rentrée scolaire 2007-2008 et du 18 juillet 2008 modifiant le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs ou sur base des dispositions en vigueur avant le 1^{er} septembre 2007 pourront être nommés à titre définitif dès qu'ils rempliront l'ensemble des conditions de nomination à titre définitif pour la fonction considérée prévues respectivement à l'article 40 alinéa 1^{er} ou 4 du décret du 6 juin 1994 précité tel que modifié par le présent décret.

En ce qui concerne l'article 40, alinéa 4, 3^o, la condition est également remplie si le membre du personnel a rempli les conditions de titre exigées précédemment par l'article 140, § 3, du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs.

*CHAPITRE V. — Des dispositions communes à l'ensemble des réseaux**Section I^{re}. — De l'accès à la formation en cours de carrière*

Art. 52. Les formations organisées en vertu des décrets du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire et du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la Formation en cours de carrière à l'attention des membres du personnel exerçant les fonctions d'éducateur-économiste, de correspondant-comptable et comptable doivent porter sur des matières en lien avec la comptabilité des écoles.

Art. 53. § 1^{er}. A l'article 1^{er} du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la Formation en cours de carrière, les termes « des personnels administratifs, » sont remplacés par les termes « du personnel ».

§ 2. A l'article 1^{er} du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire, les termes « des personnels administratifs, » sont remplacés par les termes « du personnel ».

Section II. — Des normes du personnel administratif et du personnel auxiliaire d'éducation

Art. 54. L'article 3 de l'arrêté royal du 15 avril 1977 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif des établissements d'enseignement secondaire est remplacé par la disposition suivante :

« Article 3. § 1^{er}. Dans les établissements d'enseignement secondaire de plein exercice, les emplois énumérés ci-après peuvent être créés ou subventionnés conformément au nombre d'élèves cité à la première colonne :

1^o 1 élève : 1 comptable dans l'enseignement organisé par la Communauté française/1 éducateur-économiste dans l'enseignement subventionné par la Communauté française

2^o 80 élèves : 1 surveillant-éducateur

3^o 160 élèves : 1 surveillant-éducateur

4^o 240 élèves : 1 commis

5^o 320 élèves : 1 surveillant-éducateur

6^o 400 élèves : 1 secrétaire de direction ou 1 surveillant-éducateur

7^o 540 élèves : 1 surveillant-éducateur ou 1 secrétaire-bibliothécaire

8^o 682 élèves : 1 surveillant-éducateur

9^o 836 élèves : 1 rédacteur

10^o 1012 élèves : 1 surveillant-éducateur

11^o 1188 élèves : 1 surveillant-éducateur

12^o 1364 élèves : 1 rédacteur ou 1 surveillant-éducateur

13^o 1540 élèves : 1 surveillant-éducateur

14^o 1716 élèves : 1 surveillant-éducateur

15^o 1892 élèves : 1 commis

16^o 2068 élèves : 1 surveillant-éducateur

17^o 2244 élèves : 1 surveillant-éducateur

18^o 2420 élèves : 1 surveillant-éducateur

Et ainsi de suite par tranche complète de 176 élèves.

§ 2. Lorsque l'emploi du membre du personnel exerçant à titre définitif ou à titre temporaire à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret au sein d'un établissement la fonction de commis, dont l'emploi a pu être organisé parce que l'établissement compte 240 élèves devient définitivement vacant à l'issue des opérations statutaires ou lorsqu'un établissement atteint le nombre de 240 élèves, lesdites normes de création d'emplois sont remplacées conformément à l'alinéa suivant.

Dans les établissements d'enseignement secondaire de plein exercice, les emplois énumérés ci-après peuvent être créés ou subventionnés conformément au nombre d'élèves cité à la première colonne :

1° 1 élève : 1 comptable dans l'enseignement organisé par la Communauté française / 1 éducateur-économiste dans l'enseignement subventionné par la Communauté française

2° 80 élèves : 1 surveillant-éducateur

3° 160 élèves : 1 surveillant-éducateur

4° 240 élèves : 1 secrétaire de direction

5° 320 élèves : 1 surveillant-éducateur

6° 400 élèves : 1 surveillant-éducateur ou 1 rédacteur

7° 540 élèves : 1 surveillant-éducateur ou 1 secrétaire-bibliothécaire

8° 682 élèves : 1 surveillant-éducateur

9° 836 élèves : 1 rédacteur

10° 1012 élèves : 1 surveillant-éducateur

11° 1188 élèves : 1 surveillant-éducateur

12° 1364 élèves : 1 rédacteur ou 1 surveillant-éducateur

13° 1540 élèves : 1 surveillant-éducateur

14° 1716 élèves : 1 surveillant-éducateur

15° 1892 élèves : 1 commis

16° 2068 élèves : 1 surveillant-éducateur

17° 2244 élèves : 1 surveillant-éducateur

18° 2420 élèves : 1 surveillant-éducateur

Et ainsi de suite par tranche complète de 176 élèves.

Toutefois, si à la date où l'emploi visé à l'alinéa 1^{er} devient définitivement vacant, le commis qui y exerçait à titre temporaire ses fonctions compte au moins 1 an d'ancienneté de fonction, l'intéressé poursuit sa carrière dans l'emploi considéré et les normes visées à l'alinéa qui précède ne trouvent à s'appliquer qu'au départ définitif de l'intéressé.

§ 3. A titre transitoire, par « comptable dans l'enseignement organisé par la Communauté française » visé aux deux paragraphes précédents, il y a lieu d'entendre « éducateur-économiste dans l'enseignement organisé par la Communauté française » tant que des membres du personnel auxiliaire d'éducation exercent encore cette fonction à titre temporaire ou à titre définitif en vertu des dispositions statutaires prévues dans le décret du 30 avril 2009 concernant la comptabilité des écoles et l'accès à certaines fonctions de sélection et de promotion.

Art. 55. Dans l'arrêté royal du 2 décembre 1969 fixant les normes de création d'emplois de correspondant-comptable et de correspondant-comptable sélectionné dans les établissements d'enseignement de l'Etat, sont apportées les modifications suivantes :

1° Dans l'intitulé de l'arrêté, les termes « de correspondant-comptable et de correspondant-comptable sélectionné » sont remplacés par les termes « de comptable »;

2° L'article 1^{er} est remplacé comme suit :

« Article 1^{er}. § 1^{er}. Dans les écoles gardiennes et les écoles primaires de l'Etat, les prestations du correspondant-comptable sont :

a) Pour moins de 32 élèves : de 6 heures/semaine;

b) Pour 32 à 99 élèves : de 12 heures/semaine;

c) Pour 100 à 199 élèves : de 20 heures/semaine;

d) Pour 200 à 299 élèves : de 28 heures/semaine;

e) Pour 300 élèves et plus : de 38 heures/semaine.

§ 2. Lorsque l'emploi du membre du personnel exerçant à titre définitif au sein d'un établissement la fonction de correspondant-comptable devient vacant à l'issue des opérations statutaires, il est recruté un comptable au sens de l'article 17, § 1^{er}, 1^o, f) du décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française. ».

Art. 56. Dans le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'article 109, les mots « les correspondants-comptables assurent » sont remplacés par les mots « les membres du personnel administratif assurent »;

2° Dans l'article 111 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1. Dans l'alinéa 1^{er}, les termes « ou de comptable » sont ajoutés entre les mots « correspondant-comptable » et les mots « est organisée »;

2. Dans l'alinéa 2, les termes « ou de comptable » sont ajoutés entre les mots « correspondant-comptable » et les mots « qui peut être organisé »;

3. Dans l'alinéa 3, les termes « ou le comptable » sont ajoutés entre les termes « correspondant-comptable » et les termes « assure »;

4. Il est ajouté un cinquième alinéa libellé comme suit : « L'emploi de comptable visé au présent article ne peut être organisé au sein d'un établissement qu'à partir du moment où le membre du personnel titulaire à titre temporaire, en tant que stagiaire ou à titre définitif de la fonction de correspondant-comptable au sein de cet établissement cesse définitivement l'exercice de ses fonctions et après les opérations statutaires visées à l'article 7 du décret du 30 avril 2009 concernant la comptabilité des écoles et l'accès à certaines fonctions de sélection et de promotion. »

3° A l'article 112 du même décret :

1° Le premier alinéa est remplacé par les mots suivants : « Dans la catégorie du personnel administratif, les fonctions de commis et de rédacteur peuvent être organisées. En outre dans l'enseignement organisé par la Communauté française, la fonction de comptable peut être organisée dans cette catégorie conformément à l'alinéa 3 du présent article. »;

2° Un troisième alinéa nouveau libellé comme suit est inséré : « Dans l'enseignement organisé par la Communauté française, lors du départ définitif de l'éducateur-économe titulaire de l'emploi à titre définitif ou à titre temporaire visé à l'alinéa 2, au sein d'un établissement et après les opérations statutaires visées à l'article 7 du décret du 30 avril 2009 concernant la comptabilité des écoles et l'accès à certaines fonctions de sélection et de promotion, est organisée la fonction de comptable visée à l'alinéa 1^{er} »;

4° A l'article 115 du même décret, les mots « ou au comptable dans l'enseignement organisé par la Communauté française » sont insérés entre les termes « à l'éducateur-économe » et les termes « ne sont pas imputables »;

5° Un nouvel article 116^{ter} est inséré en ces termes :

« Article 116^{ter}. Lorsque l'emploi du membre du personnel exerçant à titre définitif ou à titre temporaire à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret au sein d'un établissement la fonction de commis, dont l'emploi a pu être organisé par la transformation du 3^e emploi en vertu de l'article 116, § 2, devient définitivement vacant à l'issue des opérations statutaires ou lorsqu'un établissement atteint le nombre de 240 élèves, les dispositions de l'article 116 sont remplacées par les dispositions suivantes :

§ 1^{er}. Les emplois de surveillant-éducateur, de secrétaire de direction et du personnel administratif, organisés ou subventionnés dans l'enseignement secondaire spécialisé, sont comptabilisés dans un capital-périodes constitué en multipliant par 38 le nombre guide atteint selon la grille de répartition suivante :

- 1° 80 élèves : 1
- 2° 160 élèves : 2
- 3° 240 élèves : 3
- 4° 320 élèves : 4
- 5° 400 élèves : 5
- 6° 500 élèves : 6
- 7° 600 élèves : 7
- 8° 760 élèves : 8
- 9° 920 élèves : 9
- 10° 1080 élèves : 10
- 11° 1240 élèves : 11
- 12° 1400 élèves : 12
- 13° 1560 élèves : 13
- 14° 1720 élèves : 14

Par tranche entière supplémentaire de 160 élèves, le nombre guide est augmenté de 1.

§ 2. Les emplois sont attribués dans l'ordre des nombres guides au personnel remplissant la fonction de surveillant-éducateur. Par établissement les emplois suivants, à horaire complet, doivent être attribués :

- 1° A la fonction de secrétaire de direction par la transformation du 3^e emploi;
- 2° A la fonction de commis par la transformation du 14^e emploi;
- 3° A la fonction de rédacteur par la transformation du 8^e et/ou du 11^e emploi.

§ 3. Après consultation préalable du comité de concertation de base pour les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française, de la Commission paritaire locale pour les établissements d'enseignement officiel subventionnés par la Communauté française ou des instances de concertation locale ou à défaut des délégations syndicales pour les établissements d'enseignement libre subventionnés par la Communauté française, par établissement l'emploi suivant, à horaire complet, peut être attribué à la fonction de rédacteur par la transformation du 4^e emploi.

Toutefois, si à la date où l'emploi visé à l'alinéa 1^{er} devient définitivement vacant, le commis qui y exerçait à titre temporaire ses fonctions compte au moins 1 an d'ancienneté de fonction, l'intéressé poursuit sa carrière dans l'emploi considéré et les nouvelles normes visées au présent article ne trouvent à s'appliquer qu'au départ définitif de l'intéressé. »

Art. 57. Le paragraphe 2 de l'article 8 de l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 portant rationalisation et programmation des internats de l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat est remplacé comme suit :

« § 2. Au sein de chaque internat autonome ou home d'accueil, la comptabilité est tenue par un comptable conformément à l'article 17, § 1^{er}, 1° f) du décret du 12 mai 2004 ».

Art. 58. Dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale, sont apportées les modifications suivantes :

1° L'article 20 est complété comme suit : « Dans les établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, au départ définitif de l'éducateur-économe titulaire de l'emploi à titre définitif ou à titre temporaire, l'emploi d'éducateur-économe visé aux alinéas qui précèdent est remplacé par un emploi de comptable au sens de l'article 17, § 1^{er}, 1^o, f) du décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française. »;

2° Dans l'article 20bis, alinéa 1^{er}, 2° du même arrêté, les mots « ou de comptable dans l'enseignement organisé par la Communauté française conformément à l'article 20 » sont insérés entre les mots « emploi d'éducateur-économe » et les mots « : un temps plein »;

3° Dans l'article 25 alinéa 1^{er} du même arrêté, les mots « 1 éducateur-économe conformément à l'article 20 » sont remplacés par les mots « 1 éducateur-économe ou un comptable dans l'enseignement organisé par la Communauté française conformément à l'article 20 »;

4° A l'article 27 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1^{er}, les mots « ou de comptables adjoints dans l'enseignement organisé par la Communauté française » sont insérés entre les mots « d'éducateurs-économistes adjoints » et les mots « correspondant au nombre d'emplois excédentaires » et les mots « ou de comptables dans l'enseignement organisé par la Communauté française conformément à l'article 20 » sont insérés entre les mots « d'éducateur-économistes » et les mots « nommés ou engagés »;

2° A l'alinéa 2, les mots « ou de comptable dans l'enseignement organisé par la Communauté française conformément à l'article 20 » sont insérés entre les mots « d'éducateur-économistes » et les mots « de l'établissement fusionné » et les mots « ou de comptable adjoint dans l'enseignement organisé par la Communauté française » sont insérés entre les mots « d'éducateur-économe adjoint » et les mots « visés à l'alinéa 1^{er}. »;

3° A l'alinéa 4, les mots « ou de comptable adjoint dans l'enseignement organisé par la Communauté française » sont insérés après les mots « d'éducateur-économe adjoint »;

4° A l'alinéa 5 du même arrêté, les mots « ou de comptable dans l'enseignement organisé par la Communauté française conformément à l'article 20 » sont insérés entre les mots « d'éducateur-économe » et le mot « supprimé ».

Art. 59. Le présent décret entre en vigueur au 1^{er} juillet 2009, à l'exception de l'article 26 qui sort ses effets au 1^{er} septembre 2007, de l'article 27 qui entre en vigueur le 1^{er} mai 2009 et des chapitres II à IV qui entrent en vigueur le 1^{er} septembre 2009.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 30 avril 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique
et des Relations internationales,
Mme M-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,
Ch. DUPONT

La Ministre de la Culture, et de l'Audiovisuel,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,
M. TARABELLA

—
Note

(1) *Session 2008-2009* :

Documents du Parlement. — Proposition de décret, n° 703-1. — Rapport, n° 703-2.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 28 avril 2009.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 2284

[C — 2009/29357]

30 APRIL 2009. — Decreet betreffende de comptabiliteit van de scholen en de toegang tot sommige selectieambten en bevorderingsambten (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs**Afdeling I. — Ambt van boekhouder*

Artikel 1. In artikel 17, § 1, 1°, van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, wordt het volgende punt *f*) toegevoegd : « *f*) boekhouder ».

Art. 2. In artikel 18 van het voormelde decreet van 12 mei 2004 wordt het punt 4. vervangen door de volgende woorden :

« 4. Voor het ambt van boekhouder : ten minste een bekwaamheidsbewijs van het hogere niveau van de eerste graad, met de volgende studierichtingen : economie, handel, comptabiliteit of beheer. De Regering stelt de lijst vast van de bekwaamheidsbewijzen die in dat kader passen ».

Art. 3. Het vierde lid van artikel 27 van hetzelfde decreet wordt afgeschaft.

Art. 4. In artikel 49, § 1, van het voormelde decreet van 12 mei 2004, worden de volgende leden toegevoegd :

« Voor het ambt van boekhouder is de duur van de stage 9 maanden. De stage kan echter met hoogstens drie maanden worden verlengd, op gemotiveerd voorstel van de directeur van de onderwijsinrichting waarin de boekhouder geaffecteerd is of van de administrateur-generaal van het algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek of zijn afgevaardigde van minstens rang 15 ».

Art. 5. In artikel 27*bis*, § 1, vijfde lid, van het koninklijk besluit van 1 december 1970 houdende bezoldigingsregeling van het administratief personeel, het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, worden de woorden « en van boekhouder » toegevoegd na de woorden « het ambt van administratief adjunct ».

Art. 6. In het koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Artikel 9 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 9. Het vastbenoemd, stagiair of tijdelijk personeelslid, in dienstactiviteit, dat wegens ziekte of gebrekkigheid verhinderd is zijn ambt normaal uit te oefenen, kan, voor zijn gehele loopbaan, verloven wegens ziekte of gebrekkigheid bekomen tot beloop van dertig dagen per aangesneden schijf van twaalf maanden dienstanciënniteit. Het personeelslid dat geen zesendertig maanden dienstanciënniteit telt, kan niettemin negentig dagen verlof krijgen.

Voor het personeelslid dat oorlogsinvalid is, wordt het aantal verlofdagen bedoeld in het eerste lid respectief op vijfenveertig en honderd vijfendertig dagen gebracht.

Het aantal dagen bedoeld in het eerste lid wordt tot passend beloop verminderd wanneer het tijdelijk personeelslid vrijwillig een einde maakt aan zijn ambt voor het einde van zijn loopbaan.

In afwijking van het eerste lid, wordt de laatste activiteitswedde van het tijdelijk personeelslid bedoeld in het vorige lid verminderd met een som die gelijk is aan het verschil tussen de bezoldiging die het op basis van het eerste lid heeft ontvangen en deze waarop het met toepassing van het derde lid aanspraak had kunnen maken.

De in dit artikel bedoelde verloven worden met perioden van dienstactiviteit gelijkgesteld. »;

2° In artikel 20, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 72 van 20 juli 1982, worden het eerste en het derde lid afgeschaft;

3° In artikel 27, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 72 van 20 juli 1982, worden het tweede en het derde lid afgeschaft.

Art. 7. § 1. Elke definitieve of tijdelijke vervanging van een correspondent-boekhouder of van een opvoeder-huismeester wordt, in principe, uitgevoerd in vast verband door toelating tot de stage, of tijdelijk, in het kader van het ambt van boekhouder in de zin van artikel 17, § 1, 1°, *f*) van het voormelde decreet van 12 mei 2004;

§ 2. In het secundair onderwijs en in het onderwijs voor sociale promotie, vóór elke tijdelijke aanstelling van een personeelslid als boekhouder, moet de betrekking van boekhouder bedoeld in artikel 3 van het koninklijk besluit van 15 april 1977 tot vaststelling van de regelen en de voorwaarden voor de berekening van het aantal betrekkingen in sommige ambten van het opvoedend hulppersoneel en van het administratief personeel van de inrichtingen voor secundair onderwijs en in artikel 25 van het besluit van de Executieve van 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van de leden van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie, echter worden gebruikt in het kader van de statutaire maatregelen genomen in de volgende volgorde :

1° reffectatie of terugroeping in actieve dienst van de opvoeders-huismeesters krachtens het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen en van de boekhouders krachtens het voormelde decreet van 12 mei 2004;

2° verandering van affectatie van de opvoeders-huismeesters krachtens het voormelde koninklijk besluit 22 maart 1969;

3° benoeming als opvoeder-huismeester bij toepassing van artikel 31, § 2, van dit decreet;

4° toelating tot de stage als boekhouder bij toepassing van artikel 31, § 3, van dit decreet;

5° verandering van affectatie van de boekhouders bij toepassing van het voormelde decreet van 12 mei 2004;

6° toelating tot de stage als boekhouder bij toepassing van het voormelde decreet van 12 mei 2004;

7° tijdelijke aanstelling van een boekhouder die vroeger in tijdelijk verband werd aangesteld of tot de stage is toegelaten en wiens betrekking werd afgeschaft of krachtens de bestaande bepalingen werd bestemd voor een ander personeelslid nadat de statutaire maatregelen werden genomen, voor zover hij, naast de voorwaarden bedoeld in artikel 26 van het voormelde decreet van 12 mei 2004, niet werd ontslagen of niet vrijwillig uit zijn ambt is getreden.

De voorzitter van de interzonale commissie bedoeld in het voormelde koninklijk besluit van 22 maart 1969 deelt de informatie mee die noodzakelijk is voor de toepassing van dit artikel aan de voorzitter van de interzonale commissie van het administratief personeel bedoeld in het voormelde decreet van 12 mei 2004.

§ 3. In het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, vóór elke tijdelijke aanstelling van een personeelslid als boekhouder, moet de betrekking van boekhouder bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 2 december 1969 tot vaststelling van de normen voor de oprichting van betrekkingen van rekenplichtig correspondent en geselecteerd rekenplichtig correspondent in de rijksonderwijsinrichtingen en in artikel 109 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, echter, in voorkomend geval, worden gebruikt in het kader van de statutaire maatregelen genomen in de volgende volgorde :

1° reffectatie of terugroeping in actieve dienst van de correspondenten - boekhouders en de boekhouders krachtens het voormelde decreet van 12 mei 2004;

2° verandering van affectatie van de correspondenten - boekhouders en de boekhouders krachtens het voormelde decreet van 12 mei 2004;

3° benoeming als correspondent - boekhouder bij toepassing van artikel 28 van dit decreet;

4° toelating tot de stage als correspondent - boekhouder bij toepassing van artikel 28 van dit decreet;

5° toelating tot de stage als boekhouder bij toepassing van het voormelde decreet van 12 mei 2004;

6° tijdelijke aanstelling van een correspondent - boekhouder die vroeger in tijdelijk verband werd aangesteld of tot de stage is toegelaten en wiens betrekking werd afgeschaft, voor zover hij, naast de voorwaarden bedoeld in artikel 26 van het voormelde decreet van 12 mei 2004, niet werd ontslagen of niet vrijwillig uit zijn ambt is getreden.

§ 4. De veranderingen van affectatie bedoeld in de paragrafen 2 en 3 kunnen niet worden toegekend in de betrekkingen bekleed door personeelsleden die tot de stage worden toegelaten.

De aanstelling van iedere boekhouder die in een betrekking aangesteld zou zijn voordat de statutaire maatregelen bedoeld in § 2, 1° tot 6°, en § 3, 1° tot 6°, genomen zijn in het kader van het tijdschema dat op die van toepassing is krachtens de statutaire bepalingen, eindigt indien de betrekking wordt gebruikt in het kader van die maatregelen.

Afdeling II. — Wijzigingsbepalingen

Onderafdeling I. — Wijziging van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten

Art. 8. Artikel 10, eerste lid, 2°, van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten wordt vervangen door de volgende woorden :

« 2° houder zijn van een vereist bekwaamheidsbewijs van het hoger secundair niveau of van het secundair niveau voor de uitoefening van een ambt bedoeld in 1° ».

Art. 9. In artikel 12, 1°, van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « in het ambt van directeur in het secundair onderwijs van de lagere graad » worden toegevoegd tussen de woorden « onderdirecteur in het secundair onderwijs van de lagere graad » en de woorden « ofwel in het ambt van leraar algemene vakken »;

2° de woorden « ofwel in het ambt van studiemeester-opvoeder, studiemeester-opvoeder in een internaat, opvoeder-huismeester, directiesecretaris en bestuurder » worden toegevoegd.

Art. 10. In artikel 13 van hetzelfde decreet, wordt het volgende lid toegevoegd :

« De in vast verband benoemde provisors of onderdirecteurs en onderdirecteurs van het lager secundair onderwijs die toegang tot die ambten hebben gehad vanuit één van de ambten van het opvoedend hulp personeel kunnen echter geen toegang hebben tot het ambt van studiefprefect of directeur. ».

Art. 11. In artikel 14, 1°, van hetzelfde decreet, worden de woorden « ofwel in het ambt van studiemeester-opvoeder, studiemeester-opvoeder in een internaat, opvoeder-huismeester, directiesecretaris en bestuurder » toegevoegd.

Art. 12. In artikel 15 van hetzelfde decreet wordt het volgende lid toegevoegd :

« De in vast verband benoemde onderdirecteurs van het lager secundair onderwijs die toegang tot die ambten hebben gehad vanuit één van de ambten van het opvoedend hulp personeel kunnen echter geen toegang hebben tot het ambt van directeur van het lager secundair onderwijs. »

Art. 13. In artikel 19, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « van provisor of onderdirecteur » en de woorden « van onderdirecteur in het lager secundair onderwijs » geschrapt.

Art. 14. In hetzelfde decreet wordt een artikel *19bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *19bis*.- De brevetten van provisor of onderdirecteur, van onderdirecteur in het lager secundair onderwijs, worden uitgereikt na twee vormingssessies, die elk afgesloten worden met een afzonderlijke proef.

De eerste vormingssessie heeft als doel de volgende eigenschappen bij de kandidaat te ontwikkelen :

1° relationele bekwaamheden, in het bijzonder human-resources-management : interne en externe communicatie, in het openbaar het woord durven voeren, beslissingneming, animatie van de participatieraad, het beheersen van conflicten, onderhandelingstechnieken, technieken om het personeel te evalueren, leiding en motivatie van groepen, integratie van het opvoedend optreden van de buitenschoolse partners (oudersvereniging, dienst voor hulpverlening aan de jeugd, academies, verenigingen enz.);

2° het aanleren van een methode om zijn eigen optreden te evalueren.

De tweede sessie heeft als doel bij de kandidaten de bekwaamheid te ontwikkelen de materies inzake wetgeving en reglementering moeiteloos te beheersen alsook de ontwikkeling van de capaciteiten inzake administratief beheer. »

Art. 15. In artikel 21, eerste lid, van het voormelde decreet van 4 januari 1999, worden de woorden « De brevetten van opvoeder-huismeester en » vervangen door de woorden « het brevet », en de woorden « worden uitgereikt » door de woorden « wordt uitgereikt ».

Onderafdeling II. — Wijziging van het koninklijk besluit van 31 juli 1969 tot vaststelling van de wervings- en selectieambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in het bevorderingsambt in de categorie van het opvoedend hulppersoneel der rijksonderwijsinrichtingen

Art. 16. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 31 juli 1969 tot vaststelling van de wervings- en selectieambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in het bevorderingsambt in de categorie van het opvoedend hulppersoneel der rijksonderwijsinrichtingen, wordt aangevuld door het volgende lid :

« Tot het ambt van bestuurder kunnen ook worden toegelaten, de provisors en onderdirecteurs en de onderdirecteurs van het lager secundair onderwijs die in vast verband benoemd zijn en die toegang hebben gekregen tot één van die ambten vanuit een ambt van opvoedend hulppersoneel. »

Onderafdeling III. — Wijziging van het koninklijk besluit van 15 juli 1969 tot vaststelling van de bevoegdheden van de beheerders, de opvoeders-huismeesters en de directiesecretarissen in de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch en normaalonderwijs

Art. 17. In het opschrift van het koninklijk besluit van 15 juli 1969 tot vaststelling van de bevoegdheden van de beheerders, de opvoeders-huismeesters en de directiesecretarissen in de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch en normaalonderwijs, worden de woorden « opvoeders-huismeesters » vervangen door het woord « boekhouders ».

Art. 18. In artikel 2 van hetzelfde besluit, worden de woorden « De opvoeder-huismeester » vervangen door de woorden « De boekhouder » en worden de woorden « de opvoeder-huismeester » vervangen door de woorden « de boekhouder ».

Art. 19. In artikel 2 van hetzelfde besluit wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt : « Bij wijze van overgangmaatregel, onder « boekhouder » dient « opvoeder - huismeester » te worden verstaan, zolang leden van het opvoedend hulppersoneel dit ambt tijdelijk of in vast verband blijven uitoefenen krachtens de statutaire bepalingen bedoeld in het decreet van 30 april 2009 betreffende de comptabiliteit van de scholen en de toegang tot sommige selectieambten en bevorderingsambten. »

Onderafdeling IV. — Wijziging van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen

Art. 20. In artikel 50, § 1, van het voormelde koninklijk besluit van 22 maart 1969, wordt het eerste lid vervangen door de volgende bepaling :

« Een personeelslid dat in vast verband benoemd is in een selectieambt of een bevorderingsambt kan, op eigen aanvraag, een nieuwe affectatie aanvragen in een vacante betrekking :

a) van een wervingsambt dat het vroeger in vast verband heeft uitgeoefend;

b) van een selectieambt dat het vroeger in vast verband heeft uitgeoefend of waartoe een wervingsambt dat het vroeger in vast verband heeft uitgeoefend, toegang geeft;

c) van een bevorderingsambt dat het vroeger in vast verband heeft uitgeoefend of waartoe een wervingsambt dat het vroeger in vast verband heeft uitgeoefend, toegang geeft. »

Onderafdeling V. — Wijziging van het koninklijk besluit van 23 november 1970 tot vaststelling van de ambtsbevoegdheden van de provisors en onderdirecteurs bij de rijksonderwijsinrichtingen

Art. 21. Het laatste lid van artikel 1 van het koninklijk besluit van 23 november 1970 tot vaststelling van de ambtsbevoegdheden van de provisors en onderdirecteurs bij de rijksonderwijsinrichtingen, wordt aangevuld als volgt : « Die vervanging heeft betrekking op de occasionele afwezigheden van het inrichtingshoofd en geeft geen statutair recht op de tijdelijke aanstelling, de toelating tot de stage of op de benoeming in vast verband als inrichtingshoofd van de betrokken school. »

Onderafdeling VI. — Wijziging van het besluit van de Franse Gemeenschap van 4 juli 2002 tot bepaling van de bevoegdheden en ambtsprofielen van de titularissen van een bevorderings- en selectieambt bij toepassing van artikel 18 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten.

Art. 22. In bijlage 5 van hetzelfde besluit wordt het opschrift van punt 2. vervangen door het volgende opschrift : « 2. Het opvoedend beheer ».

Art. 23. Artikel 8 en bijlage 8 van hetzelfde besluit worden opgeheven bij het definitieve vertrek van de laatste fungerende opvoeder-huismeester krachtens het decreet van 30 april 2009 betreffende de comptabiliteit van de scholen en de toegang tot sommige selectieambten en bevorderingsambten.

Onderafdeling VII. — Wijziging van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de wervingsambten waarvan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van de rijksonderwijsinrichtingen titularis moeten zijn om in een selectieambt te kunnen worden benoemd

Art. 24. In artikel 2 van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de wervingsambten waarvan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van de rijksonderwijsinrichtingen titularis moeten zijn om in een selectieambt te kunnen worden benoemd wordt de rubriek « Opvoeder - huismeester » afgeschaft.

Onderafdeling VIII. — Wijziging van het decreet van 1 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs

Art. 25. In het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de rubriek « 20. Inspecteur van het opvoedend hulppersoneel » van de bijlage wordt vervangen als volgt : 20. Inspecteur van het personeel/Opvoedend hulppersoneel :

a) Studiemeester - opvoeder (vereist bekwaamheidsbewijs voor het ambt van studiemeester - opvoeder, studiemeester - opvoeder in een internaat of van secretaris - bibliothecaris);

b) Opvoeder - huismeester, directiesecretaris, bestuurder (vereist bekwaamheidsbewijs bedoeld in punt a));

c) Provisor, onderdirecteur of onderdirecteur van het lager secundair onderwijs, op voorwaarde dat hij toegang heeft gehad tot één van die ambten vanuit een ambt van opvoedend hulppersoneel (vereist bekwaamheidsbewijs bedoeld in punt a)).

2° Artikel 166 van hetzelfde decreet, waarvan de huidige tekst § 1 zal uitmaken, wordt aangevuld met de volgende paragraaf 2 :

« § 2. Voor de toepassing van dit decreet, wordt als houder van het vereist bekwaamheidsbewijs vermeld in de tabel opgenomen in de bijlage bij dit decreet naast het toe te kennen ambt van inspecteur zedenleer in het secundair onderwijs, het personeelslid beschouwd dat in vast verband wordt benoemd of aangeworven in het ambt van leraar zedenleer in het secundair onderwijs van de hogere graad vóór 1 januari 2007 op basis van het bekwaamheidsbewijs dat vereist is voor de uitoefening van dit laatste ambt vóór die zelfde datum, alsook het personeelslid op wie de bepalingen van artikel 8, § 7, van het decreet van 11 mei 2007 houdende wijziging van sommige bepalingen inzake vereiste bekwaamheidsbewijzen en voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het onderwijs van toepassing waren. »

Onderafdeling IX. — Wijziging van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs

Art. 26. In het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In artikel 133, § 1, vijfde lid, worden de woorden « ononderbroken sedert ten minste twee jaar op » vervangen door de woorden « uiterlijk op »;

2° In artikel 133, § 2, vijfde lid, worden de woorden « ononderbroken sedert ten minste twee jaar op » vervangen door de woorden « uiterlijk op », en worden de woorden « voor de drie modules van de opleiding bedoeld in artikel 17, § 1 » vervangen door de woorden « voor de opleiding bedoeld in artikel 17 »;

3° In artikel 133, § 2, wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt : « De personeelsleden die beschikken over een ander bekwaamheidsbewijs als dat van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs en die aangesteld zijn in het ambt van directeur van een inrichting voor onderwijs voor sociale promotie sedert uiterlijk 1 september 2008 worden geacht te voldoen aan de voorwaarde van artikel 97, eerste lid, 5^b »;

4° In artikel 140, § 1, van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs, wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De personeelsleden die houder zijn van een bekwaamheidsbewijs van geaggregeerde van het lager secundair onderwijs die aangesteld zijn in een ambt van directeur in het onderwijs voor sociale promotie krachtens artikel 13, § 1, 4, b), 4° van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde inrichtingen voor secundair technisch en beroepsonderwijs met volledig leerplan en voor sociale promotie vóór 1 september 2007, kunnen eveneens de bepalingen van het vorige lid genieten. »

Afdeling III. — Overgangsbepalingen

Art. 27. In de loop van de maand mei 2009, wordt een bijkomende oproep tot kandidaten gericht voor het ambt van boekhouder overeenkomstig artikel 28 van het voormelde decreet van 12 mei 2004 voor het begin van het schooljaar 2009-2010.

Art. 28. In het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, kan een personeelslid in een betrekking van het ambt van boekhouder bedoeld in artikel 17, § 1, 1^o, *f*) van het voormelde decreet van 12 mei 2004 binnen een inrichting pas aangeworven worden vanaf het ogenblik waarop het personeelslid dat, als stagiair of als in vast verband benoemd personeelslid, tijdelijk titularis is van het ambt van correspondent-boekhouder binnen die inrichting, zijn ambt definitief neerlegt.

Bij wijze van overgangsmaatregel, blijft ieder tijdelijk aangesteld personeelslid, tot de stage toegelaten of in vast verband benoemd in het ambt van correspondent-boekhouder op de datum van inwerkingtreding van dit decreet, onderworpen aan de toepassing van het voormelde decreet van 12 mei 2004.

Art. 29. In afwijking van artikel 39, 5^o, van het voormelde decreet van 12 mei 2004, wordt het personeelslid dat in vast verband benoemd is in het ambt van correspondent-boekhouder, in vast verband benoemd in het ambt van boekhouder op de datum waarop het wervingsexamen betreffende het ambt van boekhouder slaagt, georganiseerd krachtens artikel 43, § 1, van het voormelde decreet van 12 mei 2004, en blijft geaffecteerd in de inrichting waarin het geaffecteerd of in een hoofdamt geaffecteerd is of in de inrichtingen waarin het in een hoofdamt of in een bijamt geaffecteerd is.

Voor de toepassing van dit artikel, kan het personeelslid dat in vast verband benoemd is in het ambt van correspondent-boekhouder, zich laten inschrijven voor het wervingsambt betreffende het ambt van boekhouder georganiseerd krachtens artikel 43, § 1, van het voormelde decreet van 12 mei 2004 in afwijking van artikel 39, tweede lid van hetzelfde decreet.

Art. 30. § 1. De in vast verband benoemde correspondent-boekhouder die houder is van het vereiste bekwaamheidsbewijs bepaald in artikel 2 van het decreet van 30 april 2009 betreffende de comptabiliteit van de scholen en de toegang tot sommige selectieambten en bevorderingsambten, wordt op de datum van inwerkingtreding ervan benoemd in het ambt van boekhouder, georganiseerd krachtens artikel 43, § 1, van het voormelde decreet van 12 mei 2004, en blijft geaffecteerd in de inrichting waarin hij geaffecteerd is of in de inrichtingen waarin hij in een hoofdamt en in een bijamt geaffecteerd is.

§ 2. De tijdelijke correspondent-boekhouder die houder is van het vereiste bekwaamheidsbewijs bepaald in artikel 2 van het decreet van 30 april 2009 betreffende de comptabiliteit van de scholen en de toegang tot sommige selectieambten en bevorderingsambten, wordt geacht aangesteld te zijn in het ambt van boekhouder, georganiseerd krachtens artikel 43, § 1, van het voormelde decreet van 12 mei 2004. De diensten die vroeger als correspondent-boekhouder werden gepresteerd, worden gelijkgesteld met diensten gepresteerd in het ambt van boekhouder.

Art. 31. § 1. De opvoeders-huismeesters die vóór de inwerkingtreding van dit decreet in vast verband benoemd waren, blijven in dat ambt in vast verband benoemd en zetten hun loopbaan voort als lid van het opvoedend hulppersoneel overeenkomstig de vroegere bepalingen.

§ 2. De personeelsleden die in het ambt van opvoeder-huismeester, of van studiemeester-opvoeder, belast met de comptabiliteit van het internaat of van het opvangtehuis, tijdelijk aangesteld zijn vóór de datum van inwerkingtreding van dit decreet en die op die datum voldoen aan de voorwaarden van artikel 8 van het voormelde decreet van 4 januari 1999 of van artikel 83 van het voormelde koninklijk besluit van 22 maart 1969, blijven hun tijdelijke aanstelling in die hoedanigheid genieten :

a) ofwel totdat ze geslaagd zijn voor het examen voor het brevet van opvoeder-huismeester.

Daartoe organiseert de Regering nog twee keer de opleidingssessies en examens in verband daarmee voor het brevet van opvoeder-huismeester, georganiseerd krachtens artikel 21 van het voormelde decreet van 4 januari 1999, voordat het door dit decreet wordt gewijzigd, en de opleidingseenheid(heden) en examens in verband daarmee, georganiseerd krachtens artikel 83, eerste lid, 7^o, van het voormelde koninklijk besluit van 22 maart 1969, en richt ze vervolgens oproepen tot kandidaten met het oog op de benoeming overeenkomstig de bepalingen van het voormelde decreet van 4 januari 1999 of van het voormelde koninklijk besluit van 22 maart 1969. De personeelsleden die op die basis als opvoeder-huismeester in vast verband benoemd zijn, zetten hun loopbaan als lid van het opvoedend hulppersoneel voor overeenkomstig de vroegere bepalingen. De betrokken personeelsleden kunnen de examens voor het behalen van het brevet van opvoeder-huismeester twee keer afleggen;

b) ofwel, als ze nog niet in het bezit zijn van het brevet na de twee opleidingssessies en examens bedoeld in punt *a.*, totdat een personeelslid hun betrekking statutair wil bekleden.

§ 3. De personeelsleden die tijdelijk aangesteld zijn in het ambt van opvoeder-huismeester of van studiemeester-opvoeder belast met de comptabiliteit van het internaat of van het opvangtehuis op de dag vóór de datum van inwerkingtreding van dit decreet en die niet voldoen aan de voorwaarden van artikel 8 van het voormelde decreet van 4 januari 1999 of van artikel 83, eerste lid, 7^o van het voormelde koninklijk besluit, worden geacht tijdelijk aangesteld te zijn als boekhouder in de zin van artikel 17, § 1, 1^o, *f*) van het voormelde decreet van 12 mei 2004, zoals gewijzigd bij dit decreet. Ze blijven hun tijdelijke aanstelling in die hoedanigheid genieten :

a) ofwel totdat ze geslaagd zijn voor het wervingsexamen in verband met het ambt van boekhouder, georganiseerd krachtens artikel 43, § 1, van het voormelde decreet van 12 mei 2004; in dat geval kunnen ze tot de stage worden toegelaten in het ambt van boekhouder overeenkomstig artikel 37 van het voormelde decreet van 12 mei 2004, en dit, in afwijking van artikel 39, 5^o, van hetzelfde decreet. De betrokken personeelsleden kunnen twee keer het wervingsexamen in verband met het ambt van boekhouder afleggen.

b) ofwel, als ze nog niet geslaagd zijn na de twee examens bedoeld in punt *a.*, totdat een personeelslid hun betrekking statutair wil bekleden.

Art. 32. In het secundair onderwijs en in het onderwijs voor sociale promotie, vindt de aanwerving van een boekhouder in de zin van artikel 17, § 1, 1^o, *f*) van het voormelde decreet van 12 mei 2004, zoals gewijzigd door dit decreet, in een inrichting, alleen plaats bij het definitieve vertrek van de opvoeder-huismeester van dezelfde inrichting die benoemd was op basis van de vroegere bepalingen en na de reffectatie of de verandering van affectatie van een in vast verband benoemde opvoeder-huismeester.

Art. 33. De opvoeders-huismeesters die in de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs tijdelijk of in vast verband aangesteld zijn na de inwerkingtreding van dit decreet, blijven de opdrachten inzake materieel beheer en boekhoudkundig beheer bedoeld in artikel 2, eerste en tweede lid, van het koninklijk besluit van 15 juli 1969 tot vaststelling van de bevoegdheden van de beheerders, de opvoeders-huismeesters en de directiesecretarissen in de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch en normaalonderwijs, overeenkomstig artikel 8 van het voormelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 juli 2002.

HOOFDSTUK II. — *Door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs*

Afdeling I. — Officieel gesubsidieerd onderwijs

Art. 34. In artikel 4, 2°, eerste lid van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« In afwijking van het eerste lid, wordt het ambt van opvoeder-huismeester gerangschikt als selectieambt van de categorie van het opvoedend hulppersoneel. »

Art. 35. In artikel 29*bis* van het voormelde decreet van 6 juni 1994 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1, wordt het eerste lid vervangen door het volgende lid :

« Een personeelslid dat in een selectieambt of in een bevorderingsambt in vast verband wordt benoemd bij een inrichtende macht kan, als hij dit aanvraagt en met de instemming van de inrichtende macht, in vast verband worden benoemd in een definitief vacante betrekking :

a) van een wervingsambt dat het vroeger in vast verband heeft uitgeoefend;

b) van een selectieambt dat het vroeger in vast verband heeft uitgeoefend of waartoe een wervingsambt dat het vroeger in vast verband heeft uitgeoefend, toegang verschaft;

c) van een bevorderingsambt dat het vroeger in vast verband heeft uitgeoefend en waartoe een wervingsambt dat het vroeger in vast verband heeft uitgeoefend, toegang verschaft, door een inrichtende macht waarin het reeds een benoeming in vast verband heeft genoten.

2° In § 2, wordt het eerste lid vervangen door het volgende lid :

« Een personeelslid dat in een selectieambt of in een bevorderingsambt bij een inrichtende macht benoemd is, kan, als het dit aanvraagt en met de instemming van de inrichtende macht, in vast verband worden benoemd in een definitief vacante betrekking, in vast verband worden benoemd in een definitief vacante betrekking :

a) van een wervingsambt dat het vroeger in vast verband heeft uitgeoefend;

b) van een selectieambt dat het vroeger in vast verband heeft uitgeoefend of waartoe een wervingsambt dat het vroeger in vast verband heeft uitgeoefend, toegang verschaft;

c) van een bevorderingsambt dat het vroeger in vast verband heeft uitgeoefend en waartoe een wervingsambt dat het vroeger in vast verband heeft uitgeoefend, toegang verschaft,

door een andere inrichtende macht dan deze die bedoeld zijn in § 1, als geen van de leden van deze prioritair is. »

Art. 36. In artikel 40 van het decreet van 6 juni 1994 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid, wordt 1° aangevuld als volgt : « Wat de toegang tot de ambten van provisor, onderdirecteur en onderdirecteur in de lagere graad betreft, kan de dienstanciënniteit van zes jaar binnen de inrichtende macht echter zowel in een ambt van de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel als in een ambt van opvoedend hulppersoneel verworven worden »;

2° Er worden twee nieuwe leden ingevoegd, luidend als volgt :

« Voor de selectieambten van het opvoedend hulppersoneel, kan een personeelslid dat door de inrichtende macht krachtens artikel 44, § 5, werd aangeworven, eveneens in dat ambt in vast verband worden geworven, indien het voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° Belg zijn of onderdaan van een land dat lid is van de Europese Gemeenschappen, behoudens een door de Regering toe te kennen afwijking;

2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° houder zijn van een bekwaamheidsbewijs bedoeld in artikel 44, § 5;

4° voldoen aan de wets- en verordeningsbepalingen betreffende de taalregeling;

5° van onberispelijk gedrag zijn;

6° voldoen aan de dienstplichtwetten;

7° binnen de inrichtende macht, 600 dagen dienstanciënniteit tellen, verdeeld over ten minste drie schooljaren, waaronder 300 dagen in het ambt bij de inrichtende macht, verdeeld over ten minste twee schooljaren.

Kunnen in aanmerking worden genomen binnen de 600 dagen dienstanciënniteit, de diensten gepresteerd in de categorie van het administratief personeel.

8° de betrekking als hoofdambt bekleden;

9° Op de oproep tot kandidaten bedoeld in artikel 39*bis* hebben geantwoord;

10° een specifieke opleiding hebben gevolgd die door een getuigschrift van gevolgde vorming wordt bekrachtigd;

11° geen ongunstig definitief verslag hebben gekregen dat vóór 1 mei door de inrichtende macht of haar afgevaardigde werd opgemaakt, overeenkomstig artikel 30, § 1, derde lid van dit decreet.

Het personeelslid dat tijdelijk aangesteld is in een selectieambt van het opvoedend hulppersoneel krachtens de artikelen 43 of 44, §§ 1 tot 4, houder van een bekwaamheidsbewijs bedoeld in artikel 44, § 5, voor het betrokken ambt, kan het voordeel van het vierde lid van dit artikel genieten, indien het daardoor sneller tot de benoeming in vast verband toegang kan krijgen.

Art. 37. In artikel 42 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) In § 1, worden de woorden « eerste lid of vierde lid » toegevoegd na de woorden « artikel 40 »; en worden de woorden « behoudens toepassing van artikel 44, § 4 » ingevoegd tussen de woorden « blijft het personeelslid » en het woord « titularis »;

b) In § 2, worden de woorden « de voorwaarden bedoeld in artikel 40, 5° en 6° » vervangen door de woorden « de voorwaarden bedoeld in artikel 40, eerste lid, 5° en 6°, en in artikel 40, vierde lid, 9° en 10° ».

Art. 38. In artikel 43, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « artikel 40 » vervangen door de woorden « artikel 40, eerste lid ».

Art. 39. In artikel 44 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid en derde lid; § 2, tweede lid; § 3, vierde lid en § 4, tweede lid, worden de woorden « artikel 40 » vervangen door de woorden « artikel 40, eerste lid »;

2° Er wordt een nieuwe § 5 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 5. Voor de categorie van het opvoedend hulppersoneel, kan de inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is om een selectieambt van opvoeder-huismeester of van directiesecretaris aan een personeelslid toe te vertrouwen overeenkomstig de voorafgaande bepalingen, een persoon aanwerven die voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° Belg zijn of onderdaan van een land dat lid is van de Europese Gemeenschappen, behoudens een door de Regering toe te kennen afwijking;

2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° houder zijn van één van de volgende bekwaamheidsbewijzen :

a) voor het ambt van opvoeder-huismeester : een bekwaamheidsbewijs van minstens het hogere niveau van de eerste graad met de volgende studierichtingen : economie, handel, boekhoudkunde of beheer;

b) voor het ambt van directiesecretaris : een bekwaamheidsbewijs van minstens het hogere niveau van de eerste graad met de volgende studierichtingen : secretariaat, recht of bestuur.

De Regering stelt de lijst vast van de bekwaamheidsbewijzen die in dat kader in aanmerking worden genomen.

4° bij de eerste indiensttreding, een medisch attest, gedateerd van minder dan zes maanden, overleggen, waarbij wordt bevestigd dat de kandidaat zich in een gezondheidstoestand bevindt waardoor hij die van de leerlingen en de andere personeelsleden niet in gevaar kan brengen;

5° voldoen aan de wets- en verordeningsbepalingen betreffende de taalregeling;

6° van onberispelijk gedrag zijn;

7° voldoen aan de dienstplichtwetten;

8° Op de oproep tot kandidaten hebben geantwoord.

De persoon die krachtens het eerste lid wordt aangeworven, wordt tijdelijk aangesteld in het ambt van opvoeder-huismeester of van directiesecretaris respectief bij de inrichtende macht, totdat hij voldoet aan de voorwaarden van artikel 40, vierde lid, of, in voorkomend geval, van artikel 40, eerste lid, en als de inrichtende macht hem intussen niet uit dat ambt heeft ontslagen. »

Afdeling II. — Vrij gesubsidieerd onderwijs

Art. 40. In artikel 3, § 2, van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« In afwijking van het eerste lid, wordt het ambt van opvoeder-huismeester gerangschikt als selectieambt van de categorie van het opvoedend hulppersoneel. »

Art. 41. In artikel 41^{ter} van hetzelfde decreet worden de eerste twee leden vervangen als volgt :

« Een personeelslid dat in een selectieambt of in een bevorderingsambt in vast verband wordt benoemd bij een inrichtende macht kan, als hij dit aanvraagt en met de instemming van de inrichtende macht, in vast verband worden aangeworven in een definitief vacante betrekking :

a) van een wervingsambt dat het vroeger in vast verband heeft uitgeoefend;

b) van een selectieambt dat het vroeger in vast verband heeft uitgeoefend of waartoe een wervingsambt dat het vroeger in vast verband heeft uitgeoefend, toegang verschaft;

c) van een bevorderingsambt dat het vroeger in vast verband heeft uitgeoefend en waartoe een wervingsambt dat het vroeger in vast verband heeft uitgeoefend, toegang verschaft,

door een inrichtende macht waarin het reeds een aanwerving in vast verband heeft genoten in een wervingsambt, een selectieambt of een bevorderingsambt overeenkomstig de bepalingen van artikel 29^{quater}, 1°.

Een personeelslid dat in een selectieambt of in een bevorderingsambt bij een inrichtende macht in vast verband aangeworven is, kan, als het dit aanvraagt en met de instemming van de inrichtende macht, in vast verband worden aangeworven in een definitief vacante betrekking, in vast verband worden benoemd in een definitief vacante betrekking :

a) van een wervingsambt dat het vroeger in vast verband heeft uitgeoefend;

b) van een selectieambt dat het vroeger in vast verband heeft uitgeoefend of waartoe een wervingsambt dat het vroeger in vast verband heeft uitgeoefend, toegang verschaft;

c) van een bevorderingsambt dat het vroeger in vast verband heeft uitgeoefend en waartoe een wervingsambt dat het vroeger in vast verband heeft uitgeoefend, toegang verschaft,

door een andere inrichtende macht dan deze die bedoeld zijn in het eerste lid, overeenkomstig de bepalingen van artikel 29^{quater}, 3°. »

Art. 42. In artikel 51 van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid, wordt 1° aangevuld als volgt : « Wat de toegang tot de ambten van directeur en onderdirecteur in de lagere graad betreft, kan de dienstanciënniteit van zes jaar binnen het gesubsidieerd onderwijs echter zowel in een ambt van de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel als in een ambt van opvoedend hulppersoneel verworven worden »;

2° Er worden twee nieuwe leden ingevoegd, luidend als volgt :

« Voor de selectieambten van het opvoedend hulppersoneel, kan een personeelslid dat door de inrichtende macht krachtens artikel 54 *sexies* werd aangeworven, eveneens in een selectieambt in vast verband worden aangeworven, indien het voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° Belg zijn of onderdaan van een land dat lid is van de Europese Gemeenschappen, behoudens een door de Regering toe te kennen afwijking;

2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° houder zijn van een bekwaamheidsbewijs bedoeld in artikel 54*sexies*;

4° voldoen aan de wets- en verordeningsbepalingen betreffende de taalregeling;

5° van onberispelijk gedrag zijn;

6° voldoen aan de dienstplichtwetten;

7° in het gesubsidieerd onderwijs, 720 dagen dienstanciënniteit tellen, verdeeld over ten minste drie schooljaren, waaronder 360 dagen in het ambt bij de inrichtende macht, verdeeld over ten minste twee schooljaren.

In afwijking van artikel 1, § 2, 1°, kunnen in aanmerking worden genomen binnen de 720 dagen dienstanciënniteit, de diensten gepresteerd in de categorie van het administratief personeel.

8° de betrekking als hoofdambt bekleden;

9° Op de oproep tot kandidaten bedoeld in artikel 39*bis* hebben geantwoord;

10° een specifieke opleiding hebben gevolgd die door een getuigschrift van gevolgde vorming wordt bekrachtigd;

11° geen ongunstig definitief verslag hebben gekregen dat vóór 1 mei door de inrichtende macht of haar afgevaardigde werd opgemaakt, overeenkomstig artikel 42, § 3, van dit decreet.

Het personeelslid dat tijdelijk aangesteld is in een selectieambt van het opvoedend hulppersoneel krachtens de artikelen 54 of 54*bis*, houder van een bekwaamheidsbewijs bedoeld in artikel 54*sexies* voor het betrokken ambt, kan het voordeel van het tweede lid van dit artikel genieten, indien het daardoor sneller tot de aanwerving in vast verband toegang kan krijgen.

Art. 43. In artikel 53 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 1, eerste lid, worden de woorden « eerste lid of tweede lid » ingevoegd tussen de woorden « artikel 51 » en de woorden « vervult op het ogenblik van de aanwerving » :

b) in § 1, tweede lid, worden de woorden « behoudens toepassing van artikel 54 *sexies*, » ingevoegd tussen de woorden « blijft het personeelslid » en het woord « titularis »;

c) in § 2, worden de woorden « de voorwaarden bedoeld in artikel 51, 5° en 6° » vervangen door de woorden « de voorwaarden bedoeld in artikel 51, eerste lid, 5° en 6°, en in artikel 5° en 6°, en in artikel 51, tweede lid, 9° en 10° ».

Art. 44. In artikel 54, eerst lid van hetzelfde decreet, worden de woorden « van artikel 51 » vervangen door de woorden »van artikel 51, eerste lid ».

Art. 45. In hetzelfde decreet, in artikel 54*bis*, § 1, eerste lid en derde lid; § 2, tweede lid en derde lid; § 3, derde lid en vierde lid; § 4, eerste lid, b), tweede lid d), vijfde lid en zesde lid; worden de woorden « artikel 51 » vervangen door de woorden « artikel 51, eerste lid ».

Art. 46. In hetzelfde decreet wordt een nieuw artikel 54*sexies* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 54*sexies*. Voor de selectieambten van het opvoedend hulppersoneel, kan de inrichtende macht, in het kader van de toepassing van de artikelen van dit hoofdstuk, de kandidatuur van de personeelsleden die voldoen aan de voorwaarden van de artikelen 51, eerste lid, en 54*bis*, in mededinging stellen met die van de personen die voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° Belg zijn of onderdaan van een land dat lid is van de Europese Gemeenschappen, behoudens een door de Regering toe te kennen afwijking;

2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° houder zijn van één van de volgende bekwaamheidsbewijzen :

a) voor het ambt van opvoeder-huismeester : een bekwaamheidsbewijs van minstens het hogere niveau van de eerste graad met de volgende studierichtingen : economie, handel, boekhoudkunde of beheer;

b) voor het ambt van directiesecretaris : een bekwaamheidsbewijs van minstens het hogere niveau van de eerste graad met de volgende studierichtingen : secretariaat, recht of bestuur.

De Regering stelt de lijst vast van de bekwaamheidsbewijzen die in dat kader in aanmerking komen.

4° bij de eerste indienstreding, een medisch attest, gedateerd van minder dan zes maanden, overleggen, waarbij wordt bevestigd dat de kandidaat zich in een gezondheidstoestand bevindt waardoor hij die van de leerlingen en de andere personeelsleden niet in gevaar kan brengen;

5° voldoen aan de wets- en verordeningsbepalingen betreffende de taalregeling;

6° van onberispelijk gedrag zijn;

7° voldoen aan de dienstplichtwetten;

8° Op de oproep tot kandidaten hebben geantwoord.

De persoon die krachtens het eerste lid wordt aangeworven, wordt tijdelijk aangeworven in het betrokken selectieambt bij de inrichtende macht, totdat hij voldoet aan de voorwaarden van artikel 51, tweede lid, of, in voorkomend geval, van artikel 51, eerste lid, en als de inrichtende macht hem intussen niet uit dat selectieambt heeft ontslagen volgens de bepalingen van hoofdstuk VIII. ».

HOOFDSTUK III. — *Wijziging van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs*

Art. 47. In tabel I van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In de rubriek « Onderdirecteur in het lager secundair onderwijs » :

a) wordt een nieuwe rubriek *c)* ingevoegd in de kolom « 2. uitgeoefend(e) ambt(en) », luidend als volgt : « *c)* wervingsambt of selectieambt, van de categorie van het opvoedend hulppersoneel »;

b) wordt een nieuwe rubriek *c)* ingevoegd in de kolom « 3. Bekwaamheidsbewijs(zen) », luidend als volgt : « *c)* één van de vereiste bekwaamheidsbewijzen of één van de als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen van de groep A voor het ambt van studiemeester-opvoeder, voor zover het gaat om een bekwaamheidsbewijs van minstens het hogere niveau van de eerste graad, aangevuld met een pedagogisch bekwaamheidsbewijs »;

2° In de rubriek « Provisor of onderdirecteur » :

a) wordt een nieuwe rubriek *d)* ingevoegd in de kolom « 2. Uitgeoefend(e) ambt(en) », luidend als volgt : « *d)* Wervingsambt of selectieambt, van de categorie van het opvoedend hulppersoneel »;

b) wordt een nieuwe rubriek *d)* ingevoegd in de kolom « 3. Bekwaamheidsbewijs(zen) », luidend als volgt : « *d)* één van de vereiste bekwaamheidsbewijzen of één van de als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen van de groep A voor het ambt van studiemeester-opvoeder, voor zover het gaat om een bekwaamheidsbewijs van minstens het hogere niveau van de eerste graad, aangevuld met een pedagogisch bekwaamheidsbewijs »;

3° In de rubriek « Onderdirecteur van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan » :

a) wordt een « *a)* » ingevoegd in de kolom « 2. Uitgeoefend(e) ambt(en) » vóór de woorden « Wervingsambt van het onderwijzend personeel in het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan »; *b)* wordt een « *a)* » ingevoegd in de kolom « 3. Bekwaamheidsbewijs(zen) » vóór de woorden « Eén van de vereiste bekwaamheidsbewijzen voor één van de ambten bedoeld in kolom 2 »;

b) wordt een nieuwe rubriek *b)* ingevoegd in de kolom « 2. Uitgeoefend(e) ambt(en) », luidend als volgt : « *b)* Wervings- of selectieambt, van de categorie van het opvoedend hulppersoneel »;

c) wordt een nieuwe rubriek *b)* in de kolom « 3. Bekwaamheidsbewijs(zen) » ingevoegd, luidend als volgt : « *b)* één van de vereiste bekwaamheidsbewijzen of één van de als voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen van de groep A voor het ambt van studiemeester-opvoeder, voor zover het gaat om een bekwaamheidsbewijs van minstens het hogere niveau van de eerste graad, aangevuld met een pedagogisch bekwaamheidsbewijs. »

HOOFDSTUK IV. — *Overgangsbepalingen*

Afdeling I. — Vrij gesubsidieerd onderwijs

Art. 48. De personeelsleden die in een selectieambt van de categorie van het opvoedend hulppersoneel in vast verband aangeworven zijn krachtens de overgangsbepalingen bedoeld in het decreet van 19 juli 2007 houdende diverse maatregelen betreffende de organisatie van het schooljaar 2007-2008 en in het decreet van 18 juli 2008 tot wijziging van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs worden geacht in vast verband aangeworven te zijn krachtens de bepalingen die respectief bedoeld zijn in artikel 51, eerste lid of tweede lid van het voormelde decreet van 1 februari 1993, zoals gewijzigd bij dit decreet.

Art. 49. De personeelsleden die in een selectieambt van het opvoedend hulppersoneel in tijdelijk verband aangeworven zijn krachtens de overgangsbepalingen bedoeld in het decreet van 19 juli 2007 houdende diverse maatregelen betreffende de organisatie van het schooljaar 2007-2008 en in het decreet van 18 juli 2008 tot wijziging van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs, of krachtens de bepalingen die vóór 1 september 2007 van kracht waren, kunnen in vast verband aangeworven worden zodra ze voldoen aan het geheel van de voorwaarden voor de aanwerving in vast verband voor het betrokken ambt, respectief bepaald in artikel 51, eerste lid of tweede lid, behalve 9°, van het voormelde decreet van 1 februari 1993, zoals gewijzigd bij dit decreet.

Wat artikel 51, tweede lid, 3° betreft, is de voorwaarde eveneens vervuld indien het personeelslid heeft voldaan aan de voorwaarden inzake bekwaamheidsbewijzen die vroeger bij artikel 140, § 3, van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs vereist waren.

Afdeling II. — Officieel gesubsidieerd onderwijs

Art. 50. De personeelsleden die in een selectieambt van de categorie van het opvoedend hulppersoneel in vast verband benoemd zijn krachtens de overgangsbepalingen bedoeld in het decreet van 19 juli 2007 houdende diverse maatregelen betreffende de organisatie van het schooljaar 2007-2008 en in het decreet van 18 juli 2008 tot wijziging van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs worden geacht in vast verband benoemd te zijn krachtens de bepalingen die respectief bedoeld zijn in artikel 40, eerste lid of vierde lid van het voormelde decreet van 6 juni 1994, zoals gewijzigd bij dit decreet.

Art. 51. De personeelsleden die in een selectieambt van het opvoedend hulppersoneel in tijdelijk verband aangesteld zijn krachtens de overgangsbepalingen bedoeld in het decreet van 19 juli 2007 houdende diverse maatregelen betreffende de organisatie van het schooljaar 2007-2008 en in het decreet van 18 juli 2008 tot wijziging van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs, of krachtens de bepalingen die vóór 1 september 2007 van kracht waren, kunnen in vast verband benoemd worden zodra ze voldoen aan het geheel van de voorwaarden voor de benoeming in vast verband voor het betrokken ambt, respectief bepaald in artikel 40, eerste lid of vierde lid van het voormelde decreet van 6 juni 1994, zoals gewijzigd bij dit decreet.

Wat artikel 40, vierde lid, 3° betreft, is de voorwaarde eveneens vervuld indien het personeelslid heeft voldaan aan de voorwaarden inzake bekwaamheidsbewijzen die vroeger bij artikel 140, § 3, van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs vereist waren.

*HOOFDSTUK V. — Bepalingen die gemeenschappelijk zijn voor alle netten**Afdeling I. — Toegang tot de opleiding tijdens de loopbaan*

Art. 52. De opleidingen georganiseerd krachtens het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs en het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan voor de personeelsleden die de ambten van opvoeder-huismeester, correspondent-boekhouder en boekhouder, moeten betrekking hebben op aangelegenheden in verband met de comptabiliteit van de scholen.

Art. 53. § 1. In artikel 1 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, worden, in de Franse tekst, de woorden « des personnels administratifs » vervangen door de woorden « du personnel ».

§ 2. In artikel 1 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs, worden, in de Franse tekst, de woorden « des personnels administratifs » vervangen door de woorden « du personnel ».

Afdeling II. — Normen voor het administratief personeel en het opvoedend hulppersoneel

Art. 54. Artikel 3 van het koninklijk besluit van 15 april 1977 tot vaststelling van de regelen en de voorwaarden voor de berekening van het aantal betrekkingen in sommige ambten van het opvoedend hulppersoneel en van het administratief personeel van de inrichtingen voor secundair onderwijs wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 3. § 1. In de inrichtingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan, kunnen de hierna opgesomde betrekkingen worden opgericht en gesubsidieerd overeenkomstig het aantal leerlingen vermeld in de eerste kolom :

1° 1 leerling : 1 boekhouder in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs/1 opvoeder-huismeester in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs

2° 80 leerlingen : 1 studiemeester-opvoeder

3° 160 leerlingen : 1 studiemeester-opvoeder

4° 240 leerlingen : 1 klerk

5° 320 leerlingen : 1 studiemeester-opvoeder

6° 400 leerlingen : 1 directiesecretaris of 1 studiemeester-opvoeder

7° 540 leerlingen : 1 studiemeester-opvoeder of 1 secretaris-bibliothecaris

8° 682 leerlingen : 1 studiemeester-opvoeder

9° 863 leerlingen : 1 opsteller

10° 1012 leerlingen : 1 studiemeester-opvoeder

11° 1188 leerlingen : 1 studiemeester-opvoeder

12° 1364 leerlingen : 1 opsteller of 1 studiemeester-opvoeder

13° 1540 leerlingen : 1 studiemeester-opvoeder

14° 1716 leerlingen : 1 studiemeester-opvoeder

15° 1892 leerlingen : 1 klerk

16° 2068 leerlingen : 1 studiemeester-opvoeder

17° 2244 leerlingen : 1 studiemeester -opvoeder

18° 2420 leerlingen : 1 studiemeester-opvoeder

En zo voort per volledige schijf van 176 leerlingen.

§ 2. Wanneer de betrekking van het personeelslid dat in een inrichting het ambt van klerk in vast verband of in tijdelijk verband uitoefent vóór de inwerkingtreding van dit decreet, waarvan de betrekking kon worden georganiseerd omdat de inrichting 240 leerlingen telt, definitief vacant wordt nadat de statutaire maatregelen uitgevoerd zijn of wanneer een inrichting het aantal van 240 leerlingen bereikt, worden die normen voor de creatie van betrekkingen vervangen overeenkomstig het volgende lid.

In de inrichtingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan, kunnen de hierna opgesomde betrekkingen worden gecreëerd of gesubsidieerd overeenkomstig het aantal leerlingen die in de eerste kolom vermeld zijn :

1° 1 leerling : 1 boekhouder in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs/1 opvoeder-huismeester in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs;

2° 80 leerlingen : 1 studiemeester-opvoeder

3° 160 leerlingen : 1 studiemeester-opvoeder

4° 240 leerlingen : 1 directiesecretaris

5° 320 leerlingen : 1 studiemeester-opvoeder

6° 400 leerlingen : 1 studiemeester-opvoeder of 1 opsteller

7° 540 leerlingen : 1 studiemeester-opvoeder of 1 secretaris-bibliothecaris

8° 682 leerlingen : 1 studiemeester-opvoeder

9° 836 leerlingen : 1 opsteller

10° 1012 leerlingen : 1 studiemeester-opvoeder

11° 1188 leerlingen : 1 studiemeester-opvoeder

12° 1364 leerlingen : 1 opsteller of 1 studiemeester-opvoeder

13° 1540 leerlingen : 1 studiemeester-opvoeder

14° 1716 leerlingen : 1 studiemeester-opvoeder

15° 1892 leerlingen : 1 klerk

16° 2068 leerlingen : 1 studiemeester-opvoeder

17° 2244 leerlingen : 1 studiemeester-opvoeder

18° 2420 leerlingen : 1 studiemeester-opvoeder.

En zo voort per volledige schijf van 176 leerlingen.

Indien de klerk die er tijdelijk zijn ambt uitoefende, op de datum waarop de in het eerste lid bedoelde betrekking definitief vacant wordt, ten minste 1 jaar ambtsanciënniteit telt, zet betrokkene evenwel zijn loopbaan voort in de betrokken betrekking, en zijn de normen bedoeld in het vorige lid enkel na het definitieve vertrek van betrokkene van toepassing.

§ 3. Bij wijze van overgangsmaatregel, onder « boekhouder in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs » bedoeld in de twee vorige paragrafen, dient te worden verstaan « opvoeder-huismeester in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs » zolang leden van het opvoedend hulppersoneel dat ambt in tijdelijk verband of in vast verband blijven uitoefenen krachtens de statutaire bepalingen bedoeld in het decreet van 30 april 2009 betreffende de comptabiliteit van de scholen en de toegang tot sommige selectieambten en bevorderingsambten.

Art. 55. In het koninklijk besluit van 2 december 1969 tot vaststelling van de normen voor de oprichting van betrekkingen van rekenplichtig correspondent en geselecteerd rekenplichtig correspondent in de rijksonderwijsinrichtingen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het opschrift van het besluit, worden de woorden « van rekenplichtig correspondent en geselecteerd rekenplichtig correspondent » vervangen door de woorden « van boekhouder »;

2° Artikel 1 wordt vervangen als volgt :

« Artikel 1. § 1. In de kleuterscholen en de lagere scholen van de Staat, worden de prestaties van de correspondent-boekhouder vastgesteld als volgt :

a) voor minder dan 32 leerlingen : 6 u/week;

b) voor 32 tot 99 leerlingen : 12 u/week;

c) voor 100 tot 199 leerlingen : 20 u/week;

d) voor 200 tot 299 leerlingen : 20 u/week;

e) voor 300 leerlingen en meer : 38 u/week.

§ 2. Wanneer de betrekking van het personeelslid dat het ambt van correspondent-boekhouder binnen een inrichting in vast verband uitoefent, vacant wordt nadat de statutaire maatregelen werden uitgevoerd, wordt een boekhouder aangeworven in de zin van artikel 17, § 1, 1°, f) van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap. ».

Art. 56. In het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs :

1° In artikel 109 worden de woorden « presteren de corresponderende rekenplichtigen » vervangen door de woorden « presteren de leden van het administratief personeel »;

2° In artikel 111 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. In het eerste lid, worden de woorden « of van boekhouder » ingevoegd tussen de woorden « correspondent-boekhouder » en het woord « georganiseerd »;

2. In het tweede lid, worden de woorden « of van boekhouder » ingevoegd tussen de woorden « correspondent-boekhouder » en « die volgens de normen »;

3. In het derde lid, worden de woorden « of van boekhouder » ingevoegd tussen de woorden « correspondent-boekhouder » en de woorden « 38 uren »;

4. Wordt een vijfde lid toegevoegd, luidend als volgt : « De in dit artikel bedoelde betrekking van boekhouder kan binnen een inrichting pas worden georganiseerd vanaf de dag waarop het personeelslid dat in tijdelijk verband, als stagiair of in vast verband titularis is van het ambt van correspondent-boekhouder binnen die inrichting definitief ophoudt met de uitoefening van zijn ambt en nadat de statutaire maatregelen bedoeld in artikel 7 van het decreet van 30 april 2009 betreffende de comptabiliteit van de scholen en de toegang tot sommige selectieambten en bevorderingsambten werden uitgevoerd. »

3° In artikel 112 van hetzelfde decreet :

1° wordt het eerste lid vervangen door de volgende woorden : « In de categorie van het administratief personeel, kunnen de ambten van klerk en van opsteller worden georganiseerd. In het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, kan het ambt van boekhouder in die categorie worden georganiseerd overeenkomstig het derde lid van dit artikel. »;

2° wordt een nieuw derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

In het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, bij het definitieve vertrek van de opvoeder-huismeester die in vast verband of in tijdelijk verband titularis is van de betrekking bedoeld in het tweede lid, binnen een inrichting, en nadat de statutaire maatregelen bedoeld in artikel 7 van het decreet van 30 april 2009 betreffende de comptabiliteit van de scholen en de toegang tot sommige selectieambten en bevorderingsambten werden uitgevoerd, wordt het ambt van boekhouder bedoeld in het eerste lid georganiseerd »;

4° In artikel 115 van hetzelfde decreet, worden de woorden « of aan de boekhouder in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs » ingevoegd tussen de woorden « aan de opvoeder-huismeester » en « toegekende lestijden »;

5° Wordt een nieuw artikel 116ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 116ter.- Wanneer de betrekking van het personeelslid dat binnen een inrichting in vast verband of in tijdelijk verband vóór de inwerkingtreding van dit decreet het ambt van klerk uitoefent, waarvan de betrekking heeft kunnen worden georganiseerd door de omzetting van de derde betrekking krachtens artikel 116 § 2, definitief vacant wordt nadat de statutaire maatregelen werden uitgevoerd of wanneer een inrichting het aantal 240 leerlingen bereikt, worden de bepalingen van artikel 116 vervangen door de volgende bepalingen :

§ 1. De betrekkingen van studiemeester-opvoeder, directiesecretaris en van het administratief personeel, georganiseerd of gesubsidieerd in het gespecialiseerd secundair onderwijs, worden opgeteld in een lestijdenpakket dat berekend wordt door het referentiegetal dat volgens het volgende verdelingsrooster bereikt wordt, met 38 te vermenigvuldigen :

1° 80 leerlingen : 1

2° 160 leerlingen : 2

3° 240 leerlingen : 3

4° 320 leerlingen : 4

5° 400 leerlingen : 5

6° 500 leerlingen : 6

7° 600 leerlingen : 7

8° 760 leerlingen : 8

9° 920 leerlingen : 9

10° 1 080 leerlingen : 10

11° 1 240 leerlingen : 11

12° 1 400 leerlingen : 12

13° 1 560 leerlingen : 13

14° 1 720 leerlingen : 14.

Per bijkomende volledige schijf van 160 leerlingen, wordt het referentiegetal vermenigvuldigd met 1.

§ 2. De betrekkingen worden in de volgorde van de referentiegetallen toegekend aan het personeel dat het ambt van studiemeester-opvoeder uitoefent. Voor elke inrichting worden de volgende betrekkingen, met volledig leerplan, toegekend aan :

1° het ambt van directiesecretaris door de omzetting van de derde betrekking;

2° het ambt van klerk door de omzetting van de 14e betrekking;

3° het ambt van opsteller door de omzetting van de 8e en/of 11e betrekking.

§ 3. Na raadpleging van het basisoverlegcomité, voor de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, van de plaatselijke paritaire commissie, voor de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde officieel onderwijs, of van de plaatselijke overleginstanties, of bij ontstentenis daarvan, van de vakafvaardigingen voor de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde vrij onderwijs, kan, voor elke inrichting, de volgende betrekking, met volledig leerplan, worden toegekend voor het ambt van opsteller door de omzetting van de betrekking.

Indien, op de datum waarop de betrekking bedoeld in het eerste lid definitief vacant wordt, de klerk die er zijn ambt tijdelijk uitoefende ten minste één jaar ambtsanciënniteit telt, dan blijft de betrokkene zijn loopbaan in de bedoelde betrekking uitoefenen en zijn de bij dit artikel bepaalde nieuwe normen pas na het definitieve vertrek van de betrokkene van toepassing. »

Art. 57. Paragraaf 2 van artikel 8 van het koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1986 houdende rationalisatie en programmatie van de internaten van het door de Staat georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs wordt vervangen door wat volgt :

« § 2. Binnen elk autonoom internaat of opvangtehuis wordt de boekhouding gevoerd door een boekhouder overeenkomstig artikel 17, § 1, 1° f) van het decreet van 12 mei 2004 ».

Art. 58. In het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van de leden van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Artikel 20 wordt aangevuld als volgt :

« In de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, bij het definitieve vertrek van de opvoeder-huismeester die titularis is van de betrekking in vast verband of in tijdelijk verband, wordt de betrekking van opvoeder-huismeester bedoeld in de voorafgaande leden vervangen door een betrekking van boekhouder in de zin van artikel 17, § 1, 1°, f) van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap. »;

2° In artikel 20bis, eerste lid, 2°, van hetzelfde besluit, worden de woorden « of van boekhouder in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs overeenkomstig artikel 20 » ingevoegd tussen de woorden « van opvoeder-huismeester » en de woorden « een voltijdse »;

3° In artikel 25, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden « één opvoeder-huismeester overeenkomstig artikel 20 » vervangen door de woorden « 1 opvoeder-huismeester of 1 boekhouder in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs overeenkomstig artikel 20 »;

4° In artikel 27 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid, worden de woorden « of van adjunct-boekhouder in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs » ingevoegd tussen de woorden « adjunct-opvoeder-huismeester » en het woord « opgericht » en worden de woorden « of boekhouders in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs overeenkomstig artikel 20 » ingevoegd tussen de woorden « opvoeders-huismeesters » en « die fungeerden »;

2° In het tweede lid, worden de woorden « of boekhouder in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs overeenkomstig artikel 20 » ingevoegd tussen de woorden « opvoeder-huismeester » en de woorden « van de samengevoegde inrichting » en worden de woorden « of van adjunct-boekhouder in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs » toegevoegd na de woorden « adjunct-huismeester-opvoeder »;

3° In het vierde lid, worden de woorden « of van adjunct-boekhouder in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs » ingevoegd na de woorden « adjunct-opvoeder-huismeester »;

4° In het vijfde lid van hetzelfde besluit worden de woorden « of van boekhouder in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs overeenkomstig artikel 20 » toegevoegd na de woorden « opvoeder-huismeester ».

Art. 59. Dit decreet treedt in werking op 1 juli 2009, met uitzondering van artikel 26, dat uitwerking heeft met ingang van 1 september 2007, van artikel 27, dat op 1 mei 2009 in werking treedt, en van de hoofdstukken II tot IV, die op 1 september 2009 in werking treedt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 30 april 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek
en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,
M. DAERDEN.

De Minister van Leerplichtonderwijs,
C. DUPONT

De Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,
M. TARABELLA

—
Nota

(1) Zitting 2008-2009 :

Stukken van het Parlement. — Voorstel van decreet, nr. 703-1.- Verslag, nr. 703-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 28 april 2009.